

AMÉLIORATION DES PERFORMANCES
DU SECTEUR DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

Nécessité d'impliquer les startups

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a souligné hier, lors d'un séminaire sur l'innovation dans le secteur de l'Énergie et des Mines, l'importance cruciale des startups dans l'amélioration des performances de ce secteur stratégique pour l'économie nationale. P 3

● Création prochaine d'un Fonds d'investissement



SALON INTERNATIONAL
DE L'ARTISANAT

La numérisation du secteur de l'artisanat, thème d'une journée d'étude

La numérisation du secteur de l'artisanat et les moyens de relever les défis dans ce domaine ont constitué le thème d'une journée d'étude organisée, vendredi, dans le cadre de la 25ème édition du Salon international de l'artisanat, qui s'est ouvert jeudi au Centre de conventions "Mohamed Benahmed" à Oran.

P 2

GESTION DE L'ARGENT PUBLIC

«Le Trésor public joue un rôle de premier plan»



Le ministre des Finances, Laaziz Faid a affirmé, hier à Alger, que le Trésor public avait adhéré au processus de réforme du secteur des finances, à même de jouer un rôle de premier plan dans la gestion, avec mérite et de manière efficace, des deniers publics, conformément aux orientations du président de la République en matière d'instauration de la bonne gouvernance.

P 5

RELANCE DU SECTEUR
DE L'AGRICULTURE

Le rôle central des fermes pilotes souligné

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil a mis en avant le rôle central des fermes pilotes dans la relance du secteur de l'Agriculture auquel une priorité absolue est accordée dans le programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué vendredi un communiqué du Conseil.

P 4

INVESTISSEMENT DANS LES CULTURES
STRATÉGIQUES

**Organisation jeudi
prochain d'une rencontre
nationale à Nâama** P 2

FORUM MONDIAL DE L'EAU

**L'Algérie
se distingue par ses
positions claires** P 5

CAMPAGNE DE PÊCHE AU THON
ROUGE

**Participation
de 4 thoniers de la
wilaya de Tlemcen** P 2

PRISE EN CHARGE DES
PERSONNES HANDICAPÉES

Nécessité d'intensifier
les programmes de
formation continue

Les participants à la 3ème édition du Séminaire régional "Handicap mental, changer de regard", organisé samedi à la Faculté des sciences humaines et sociales de l'Université Abdelhamid-Mehri (Constantine 2), ont souligné la nécessité d'intensifier les programmes de formation continue pour le personnel chargé de la prise en charge des enfants et adolescents déficients mentaux. La multiplication de formations vise à assurer un meilleur suivi et accompagnement de cette catégorie de la société dans différents domaines psychologique, pédagogique et professionnel, a déclaré un expert formateur dans des institutions spécialisées dans ce secteur de Genève (Suisse) Ali Agranio qui s'exprimait lors de cette rencontre scientifique initiée par le laboratoire pharmaceutique national Magpharm en coordination avec l'association nationale d'aides aux malades à Constantine. L'organisation des formations et des activités professionnelles adaptées à la situation d'handicap de la personne est devenue obligatoire dans le but de garantir notamment la scolarisation des élèves souffrant d'un handicap mental, a affirmé le même intervenant, lors de ce Séminaire qui a vu la présence de 350 participants et huit (8) associations versées dans ce domaine issues des wilayas de Constantine, de Sétif et d'Annaba. Par ailleurs, des ateliers de formation destinés à des éducateurs spécialisés, des psychologues et des orthophonistes relevant des associations et des centres psychopédagogiques pour enfants déficients mentaux sont prévus cette semaine dans les wilayas de Constantine, de Sétif et d'Annaba, selon les organisateurs.

R E.

SALON INTERNATIONAL DE L'ARTISANAT

La numérisation du secteur de
l'artisanat, thème d'une journée d'étude

La numérisation du secteur de l'artisanat et les moyens de relever les défis dans ce domaine ont constitué le thème d'une journée d'étude organisée, vendredi, dans le cadre de la 25ème édition du Salon international de l'artisanat, qui s'est ouvert jeudi au Centre de conventions "Mohamed Benahmed" à Oran.

Par Slimane T

Le chef de cabinet du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Terguini Abdelhamid a indiqué à l'ouverture de cette rencontre que "la numérisation s'est imposée récemment comme un outil nécessaire pour améliorer les performances et gagner du temps de manière efficace". "La numérisation de tous les secteurs, dont celui de l'artisanat et des métiers, contribuera inévitablement à la transparence de toutes les opérations administratives et aidera les citoyens à pourvoir à leurs besoins en un temps record", a-t-il dit. "A l'instar des autres secteurs, l'artisanat requiert l'utilisation d'outils technologiques qui contribuent à l'amélioration du climat des affaires", a affirmé M. Terguini, notant que la numérisation du secteur de l'artisanat permet de donner une image claire du nombre d'artisans et des activités pratiquées, ainsi que la défini-

tion des différentes activités des artisans dans les différentes wilayas du pays. Il a ajouté que l'utilisation de la numérisation et des nouvelles technologies dans ce domaine vise essentiellement à protéger les produits artisanaux et les marques algériennes contre la contrefaçon tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, insistant sur la nécessité de réfléchir à de nouveaux outils pour protéger les produits artisanaux algériens contre le vol. Pour sa part, la directrice des systèmes d'information et des statistiques au ministère du Tourisme et de l'Artisanat, Feniniche Khadra, a abordé la transition numérique dans le secteur, en mettant l'accent sur les tendances de la numérisation telles que l'amélioration du service public au profit des citoyens, la numérisation de l'administration et des activités sectorielles, la sécurité de l'information, ainsi que la recherche de solutions numériques qui soutiennent les responsables dans la prise de décision. S'agissant du

programme de numérisation lancé par le ministère de tutelle, elle a affirmé qu'il tend à rapprocher l'administration du citoyen, et à promouvoir la destination Algérie et l'industrie artisanale algérienne, outre la numérisation du travail et des services participatifs fournis aux ressources humaines sectorielles. Selon la même responsable, il tend également à créer une infrastructure et un réseau d'échange sécurisé, ainsi qu'à la numérisation du suivi des activités et des secteurs statistiques, outre la création de systèmes de veille et d'appui à la décision. Pour rappel, le ministre du Tourisme et de l'Artisanat Mokhtar Didouche a visité, au courant de la matinée, les stands du Salon international de l'Artisanat (2e journée) et échangé, avec les artisans venus de toutes les wilayas du pays, sur les moyens de promouvoir le secteur de l'industrie artisanale et de contribuer à l'économie nationale.

INVESTISSEMENT DANS LES CULTURES STRATÉGIQUES

Organisation jeudi prochain d'une rencontre nationale à Nâama

La wilaya de Nâama abritera, jeudi prochain, une rencontre nationale ayant pour thème "Nâama: perspectives prometteuses de l'investissement dans les cultures stratégiques et valorisation des races ovines locales", avec la participation de représentants de plusieurs départements ministériels, d'opérateurs économiques, de professionnels du secteur et de chercheurs, a-t-on appris, samedi, auprès des services de la wilaya. La tenue de cette rencontre s'inscrit dans le cadre des orien-

tations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, relatives à l'encouragement de l'investissement et la consolidation du développement des filières stratégiques, à leur tête la céréaliculture, ainsi qu'à la création de pôles agricoles spécialisés dans les cultures intensives dans les wilayas du Sud du pays connues pour leur fort potentiel hydrique, à la création d'un Couloir vert au niveau de l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS), et ce, dans le but de faciliter l'accès

des investisseurs aux permis de forage de puits et le raccordement au réseau électrique, a-t-on fait savoir de même source. La rencontre vise à mettre en relief le potentiel de cette collectivité locale des Hauts-plateaux de l'Ouest du pays dans les domaines du foncier agricole, les eaux souterraines, les infrastructures de base, ainsi que dans le domaine de l'énergie, pour leur exploitation conformément au cadre juridique (décret exécutif 24/55 daté du 23 décembre 2024) et à encourager les investissements inhérents à

la valorisation des races locales, indique-t-on. La manifestation verra la présentation de plusieurs communications et l'organisation d'ateliers devant aborder les divers volets inhérents à l'exploitation du potentiel de la wilaya de Nâama, dans l'optique de capter les projets d'investissement et la création d'un pôle agricole et des unités de transformation, ainsi qu'à encourager la production animale et redynamiser la race ovine locale "Deghma", a indiqué la même source.

CAMPAGNE DE PÊCHE AU THON ROUGE

Participation de 4 thoniers de la wilaya de Tlemcen

La wilaya de Tlemcen participe avec quatre thoniers à la campagne de pêche au thon rouge de cette année (2024), a-t-on appris, samedi, de la direction locale de la Pêche et des Ressources halieutiques. La campagne qui se poursuivra jusqu'au 27 juillet, verra la participation des thoniers "Habibalalh-1", "Hadj-Saïd", "Hadj-Omar", et "Hadj-Mohamed Soufi", qui prendront dimanche le large à partir du port de Ghazaouet, a précisé

la même source. Le quota réservé à cette wilaya côtière de l'Ouest du pays, dans le cadre de cette campagne, est évalué à 253 tonnes, a ajouté la même source, rappelant que la précédente a été marquée par la participation de 3 thoniers de cette wilaya pour un quota de pêche estimé à 183 tonnes. Il convient de souligner, dans ce contexte, que la wilaya de Tlemcen a vu l'inscription d'un nouveau projet portant réalisation d'une ferme d'engraissement de

cette espèce de poisson, à l'initiative d'un opérateur privé devant être implanté dans la localité de Honaine. Ce projet est le premier du genre à l'échelle nationale, a-t-on fait savoir de même source, estimant sa capacité de production à 950 tonnes. Par ailleurs, un autre projet inhérent à la fabrication de deux bateaux de pêche de gros tonnage de 37 mètres de longueur et 9 mètres de largeur, est en cours de concrétisation au niveau d'une unité privées spécialisée

dans ce créneau d'activité, implantée également à Honaine, et sont considérées comme étant les premières embarcations de pêche de cette taille entièrement réalisées par des algériens. Ces deux bateaux, dont le taux de réalisation est évalué à 90 %, sont appelés à participer à la prochaine campagne (2025) de pêche au thon rouge, a fait savoir la direction de la Pêche et des Ressources halieutiques.

R E.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

AMÉLIORATION DES PERFORMANCES DU SECTEUR
DE L'ÉNERGIE ET DES MINES

Nécessité d'impliquer les startups

Conscient de l'importance de l'innovation des startups, dans les activités pérennes des entreprises, déjà en 2020, le gouvernement a lancé un programme national intitulé « *Algeria Disrupt* », entièrement dédié aux startups et à l'écosystème local de l'innovation, visant à établir un cadre réglementaire encourageant pour l'innovation et à améliorer les structures de financement de l'innovation. Et l'innovation est au cœur de la politique engagée par les pouvoirs publics. Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a souligné hier, lors d'un séminaire sur l'innovation dans le secteur de l'Énergie et des Mines, l'importance cruciale des startups dans l'amélioration des performances de ce secteur stratégique pour l'économie nationale.

Par Réda Hadi

L'enjeu est si important, que le Président de la République M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, sa forte volonté politique de développer les domaines de l'innovation et de relancer les startups qui représentent un enjeu majeur dans l'ordre des priorités nationales tracées dans son ambitieux programme et visant l'accélération du rythme du développement économique, en mobilisant toutes les ressources nécessaires pour organiser ce secteur prometteur et accompagner les porteurs de projets dans les différentes étapes. Allant dans ce sens, et confirmant la détermination du gouvernement en la matière, et lors de son intervention, le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé que le secteur de l'énergie doit impérativement améliorer son efficacité pour répondre aux besoins croissants du pays. Il a souligné que cette amélioration ne peut être atteinte sans la contribution des startups et le développement continu de l'innovation. Et de mettre en avant les opportunités d'investissement ambitieuses offertes par le secteur de l'énergie, soulignant que ces opportunités s'étendent à plusieurs domaines, y compris les énergies renouvelables et l'optimisation de la consommation d'énergie. Selon lui, les startups jouent un rôle crucial en trouvant des solutions innovantes qui améliorent l'efficacité énergétique et soutiennent la transition vers des sources d'énergie plus durables. Celui-ci a aussi informé que les opportunités d'investissement offertes par le secteur énergétique sont très ambitieuses et concernent plusieurs domaines et offrent de nombreuses opportunités, notamment celles liées à la reconstitution des réserves du pays en combustibles et en matières minières, à l'amélioration des capacités de production et à la valorisation de ces matières premières, ainsi que l'exploitation optimale des ressources énergétiques.

D'autre part, le développement d'initiatives durables et respectueuses de l'environnement, telles que les énergies renouvelables et les nouvelles technologies, sont essentiels pour que les entreprises émergentes puissent travailler pour proposer des solutions innovantes et compétitives permettant d'améliorer la productivité. Ces startups peuvent également contribuer avec leurs applications et programmes à rationaliser la consommation d'énergie, ainsi qu'à analyser les données et à fournir des services de conseil en efficacité énergétique. D'autre part, le secteur poursuit ses efforts pour renforcer les infrastructures de production, de transport et de distribution d'électricité et de gaz, reliant notamment le nord au grand sud, ainsi que reliant les résidences et les différents clients, qu'ils soient investisseurs, agriculteurs ou situés dans des zones reculées. Arkab a affirmé qu'afin de concrétiser ces projets, il est devenu nécessaire d'introduire des technologies modernes et des solutions innovantes et numériques à travers les institutions émergentes sur lesquelles nous nous appuyons à travers cette journée d'étude, qui sera un espace approprié pour discuter de ces sujets afin d'aider les institutions économiques à se développer leur écosystème d'innovation technologique, et fabriquent les équipements et pièces de rechange nécessaires qui sont actuellement importés, ce qui coûte au trésor public de grosses sommes d'argent en devises fortes. Notons enfin que le secteur de l'énergie et des mines a adopté cette démarche au niveau des entreprises du secteur, à l'instar du complexe Sonelgaz qui, en partenariat avec l'École nationale supérieure d'intelligence artificielle (ENSIA), a mis en place un incubateur qui représentera un pôle d'innovation majeur et une plaque tournante de l'entrepreneuriat innovant, œuvrant à la création et au développement d'un écosystème propice à la diffusion

d'une culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat. Il est utile, de dire que le complexe Sonatrach, en coordination avec l'Agence Nationale d'Evaluation des Résultats de la Recherche et du Développement Technologique (ANVREDET), a également mis en place un incubateur universitaire d'entreprises en démarrage au niveau de l'Université KasdiMerbah dans la wilaya de Ouargla pour valoriser la recherche et divers travaux d'innovation, et les incarner sur le terrain en accompagnant les porteurs de projets innovants de création de startups et de petites et moyennes entreprises. De son côté, le ministre de l'Économie de la Connaissance, des startups et des micro-entreprises, Yacine Oualid, a mis en avant la collaboration à grande échelle entre son secteur et celui de l'énergie, mettant en exergue les atouts majeurs de l'Algérie dans le domaine de l'énergie et des mines, qui offrent, a-t-il dit, de nombreuses opportunités aux start-up pour le développement de projets innovants. Il a indiqué, à ce propos, que les deux ministères s'attelaient à la concrétisation de nombre de projets d'appui à l'entrepreneuriat et à l'innovation, dont «la création d'un Fonds d'investissement dans le domaine de l'énergie». Et d'ajouter que les potentialités énergétiques de l'Algérie «nous dictent d'orienter les talents algériens vers le développement de solutions innovantes en matière d'énergies fossiles, avec la possibilité de mettre au point plusieurs techniques localement, mais aussi dans le domaine des énergies renouvelables, d'autant que les start-up peuvent contribuer à l'augmentation du taux d'intégration, dans le cadre du mégaprojet de 15.000 mégawatts d'énergie solaire photovoltaïque». Parmi les domaines dans lesquels les sociétés innovantes peuvent intervenir, Oualid a cité le développement des réseaux électriques et l'efficacité énergétique.

STARTUPS
**Création prochaine
d'un Fonds
d'investissement dans
le domaine de
l'énergie**

Le Fonds algérien des startups (ASF) compte lancer cette année un fonds d'investissement avec l'apport financier des sociétés du secteur de l'énergie et des mines, destiné à accompagner les startups dans la concrétisation de leurs projets relatifs au domaine énergétique, a annoncé samedi à Alger son directeur général Okba Hachani. Actuellement en phase de projet, et pour lequel des discussions viennent d'être lancées entre l'ASF et des compagnies énergétiques nationales pour d'éventuelles contributions financières, ce nouvel outil de financement, une fois opérationnel, interviendra "dans le cadre d'une approche de cofinancement", a-t-il indiqué à l'APS en marge d'une journée d'études sur l'innovation dans le secteur de l'énergie et des mines. A travers ce Fonds, l'ASF aura à "gérer les fonds pour les investisseurs qui vont l'intégrer tout en investissant avec eux" dans des projets lancés par des startups algériennes opérant dans des projets ou des solutions relevant du secteur de l'énergie et des mines, a expliqué M. Hachani. Présentant l'idée de ce projet baptisé "Future of Energy Fund" lors de cette journée d'étude, le DG de l'ASF a affirmé qu'il s'agit de "diversifier les sources de financement via ce véhicule d'investissement spécialisé, pour des levées des fonds pour les entreprises et startups du secteur de l'énergie et des mines, en tirant profit de l'expertise des entreprises pétrolières et gazières". Créé par six banques publiques, l'ASF est un fonds d'investissement, sous forme de société de capital-risque, qui fait partie du dispositif d'appui et d'accompagnement des startups. Il intervient pour pallier l'insuffisance des fonds propres des jeunes entreprises, considéré comme principal obstacle pour les jeunes entrepreneurs. Créé fin 2020, l'ASF opère aussi bien dans le financement de la phase lancement des startups que dans l'étape développement, à travers des prises de participation minoritaires au sein de ces entités. Ses tranches de financement vont de 5 millions de Da à 150 millions de Da, sous forme de prise de participation. Le fonds s'est vu également confier la gestion des fonds d'investissement des 58 wilayas, à raison d'un (1) milliard de Da par wilaya pour le compte du Trésor public afin de financer les jeunes entrepreneurs et les entreprises à hauteur de 150 millions de Da par entreprise.

R. E.

Les micro-crédits, nouvelles perspectives pour les porteurs de projets

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid a souligné, jeudi dernier à Alger, que l'adoption de la micro-finance dans les nouveaux aménagements et mesures législatives avait offert de nouvelles perspectives aux porteurs de projets et à l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (ANGEM), tout en ouvrant la voie aux compagnies d'assurance pour se lancer

dans des projets relatifs à l'assurance des micro-entreprises. Présidant l'ouverture de la première édition du Salon des micro-activités, qui se tient du 23 au 25 mai, sous le thème "Le micro-crédit: un mécanisme de création de l'activité économique", le ministre a affirmé que l'intégration du micro-crédit dans la nouvelle loi sur la monnaie et le crédit témoignait de l'orientation du Gouvernement vers la diversification des

moyens de financement au profit des entrepreneurs, créant ainsi davantage d'opportunités de financement et de réussite. Dans ce cadre, le ministre a expliqué que le rôle de l'ANGEM ne se limitait pas au financement, mais consistait aussi à accompagner et encourager les porteurs de projets, mettant en avant l'importance de ces salons qui renforcent le processus de communication avec les entrepreneurs et les porteurs

de projets, permettent de mieux écouter leurs préoccupations et augmentent leur visibilité sur les marchés national et international. «Bien que les micro-crédits semblent à haut risque, ces derniers enregistrent un taux de remboursement important et parviennent à créer davantage d'emplois, majoritairement dans le domaine du développement local», affirme Ycaine Oualid.

BATNA

Deux morts par asphyxie au monoxyde de carbone

Deux personnes appartenant à une même famille (un père et son fils) sont décédées, samedi dans la commune de Seriana (Batna), par asphyxie au monoxyde de carbone, selon un communiqué publié par la cellule communication de la direction de la Protection civile. Selon la même source, les éléments de la Protection civile ont évacué les corps des deux victimes, âgées de 57 et 22 ans, après leur empoisonnement du monoxyde de carbone provenant d'une cheminée située dans une pièce de leur domicile, dans le village de Tazourit. Le communiqué indique également que les données recueillies sur les lieux de l'accident permettent d'affirmer que le décès est dû à l'obturation de la conduite d'évacuation des gaz brûlés. Les deux corps sans vie ont été déposés à la morgue de l'hôpital Merouana, tandis que les services de sécurité territorialement compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances exactes de cet accident.

ALGER

18 blessés suite au renversement d'un bus de transport des voyageurs

Dix-huit (18) personnes ont été blessées suite au renversement d'un bus de transport des voyageurs survenu, samedi, sur l'autoroute est-ouest dans son tronçon reliant Baba Ali à Birtouta, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile de la wilaya d'Alger. Le chargé de l'information à la Direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger, le lieutenant Benkhalfallah Khaled, a précisé dans une déclaration à l'APS que "18 personnes ont été blessées suite au renversement d'un bus de transport des voyageurs survenu sur l'autoroute est-ouest dans son tronçon reliant Baba Ali à Birtouta, en direction de Blida". Certaines victimes, dans deux (2) dans un état grave, ont été transférées vers l'hôpital Salim-Zemirli, tandis que les autres ont été transférées vers l'hôpital de Douera, selon la même source.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

RELANCE DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Le rôle central des fermes pilotes souligné

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil a mis en avant le rôle central des fermes pilotes dans la relance du secteur de l'Agriculture auquel une priorité absolue est accordée dans le programme du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué vendredi un communiqué du Conseil. Lors de l'ouverture des travaux de la séance d'audition du ministre de l'Agriculture et du développement rural, M. Youcef Cherfa par la Commission de l'agriculture et du développement rural, sur "le cadre juridique des fermes pilotes et des coopératives agricoles et leur rôle dans la concrétisation de la nouvelle orientation agricole", le président du Conseil de la nation a souligné le rôle cen-

tral des fermes pilotes notamment les coopératives agricoles, "dans la rupture avec la dépendance vis-à-vis de l'étranger et le renforcement de l'indépendance politique par l'indépendance économique à travers la réalisation de l'autosuffisance et la sécurité alimentaire dans le cadre des fondements de l'Algérie nouvelle". M. Goudjil a indiqué avoir abordé auparavant cette question avec le ministre du secteur et l'Union nationale des paysans algériens (UNPA). Il a noté que "le produit agricole suit un parcours long avant de parvenir au consommateur, en passant par plusieurs étapes et intermédiaires, d'où l'idée de créer des coopératives pour raccourcir ce processus et permettre aux agriculteurs producteurs de s'organiser afin de faire

parvenir et commercialiser leurs produits directement au consommateur". Il a insisté sur "l'impératif d'encourager la création de coopératives pour toutes les filières agricoles stratégiques telles que le lait, les céréales et autres, ce qui contribuera à la régulation du marché et à la réduction des prix et renforcera la disponibilité des produits pour répondre aux besoins du consommateur". Il a appelé à "s'inspirer des expériences des pays développés en matière d'agriculture notamment la création et le développement des coopératives agricoles". A noter que cette séance organisée en application des dispositions de l'article 157 de la Constitution, a été présidée par le président de la Commission, Ahmed Beda.

RESSOURCES GÉNÉTIQUES ET SAVOIRS TRADITIONNELS ASSOCIÉS

L'Algérie signe le communiqué final de la Conférence diplomatique et le Traité sur la propriété intellectuelle

L'Algérie a signé à Genève le communiqué final de la Conférence diplomatique et le Traité sur la propriété intellectuelle relative aux ressources génétiques et aux savoirs traditionnels associés. La signature s'est déroulée lors d'une cérémonie organisée vendredi à Genève par l'Organisation mondiale de la pro-

priété intellectuelle (OMPI). Dans une allocution de clôture, le chef de la délégation algérienne, l'ambassadeur et représentant permanent auprès de l'Office des Nations unies à Genève, M. Rachid Bladehane, a fait savoir que l'adoption de ce Traité contraignant constituait une avancée palpable dans le renforcement du cadre juridique

international pour la protection des ressources génétiques et des savoirs traditionnels associés, mais contribuait, aussi, à la promotion du système des brevets en garantissant sa transparence et son équilibre, au service des objectifs de développement durable. Pour rappel, la délégation algérienne a joué un rôle important

dans le processus de négociations qui a duré plus de 24 ans, en coordonnant le groupe africain et en accueillant en juin 2023 à Alger la réunion régionale des pays africains, ayant permis une prise de position africaine unifiée sur les clauses de ce traité international important.

IRENDAYS 2024

L'éolien sera au cœur des journées internationales

L'éolien sera au cœur des journées internationales sur les énergies renouvelables IREnDays 2024 qui se tiendront du 28 au 30 mai à Alger, à l'initiative du CDER (Centre de Développement des Énergie Renouvelables). Une conférence internationale sur l'énergie éolienne sera animée par des experts nationaux et internationaux dans le cadre de cet événement. «Nous avons opté pour l'éolien afin de démontrer sur la scène internationale que l'Algérie dispose d'autres potentialités énergétiques que le solaire. Nous évoquerons également à cette occasion l'hydrogène et la bioénergie», a indiqué le directeur adjoint du CDER, Dr Khaled Imessad, dans une déclaration à la presse. Cet événement se tiendra tous les deux ans pour faire le point sur d'autres formes d'énergies renouvelables disponibles dans notre pays. Par l'organisation des IREnDays 2024, le CDER ambitionne d'assister les pouvoirs publics et les opérateurs dans la lutte contre les changements climatiques et dans le processus d'accélération de la transition vers les sources d'énergie durables. Cet événement sera sous la forme d'un forum international de partage pour

les chercheurs, les ingénieurs, les professionnels de l'industrie et les décideurs politiques, se déclinant en plénières de

haut niveau, en sessions techniques interactives et en un espace de réseautage et de collaboration.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 23 ماي 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 23 Mai 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة ²			المنتجات
Produits	DA / Kg	متوسط	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	79	92	65	البطاطا
	Tomate	76	87	65	الطماطم
	Oignon sec	96	105	87	البصل الجاف
	Ail sec	421	489	353	الثوم الجاف
	Ail vert	107	121	94	الثوم الأخضر
	Carotte	69	77	61	الجزر
	Navet	92	101	84	لفت
	Petit pois	240	266	214	الجبانة
	Fève verte	103	114	91	الفول الأخضر
	Courgette	93	103	82	الكوسة
	Haricot vert	256	279	234	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	118	132	105	الخس
Fruits frais	Pomme locale	458	579	337	التفاح المحلي
	Datte	535	664	406	التمر
	Orange	188	232	143	البرتقال
	Citron	160	178	142	الليمون
	Banane	381	395	367	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1707	1836	1577	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	371	384	357	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	100	88	حليب البقر (لتر)

GESTION DE L'ARGENT PUBLIC

«Le Trésor public joue un rôle de premier plan»

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a affirmé, hier à Alger, que le Trésor public avait adhéré au processus de réforme du secteur des finances, à même de jouer un rôle de premier plan dans la gestion, avec mérite et de manière efficace, des deniers publics, conformément aux orientations du président de la République en matière d'instauration de la bonne gouvernance.

Par Sirine R

Lors d'une Journée d'information, intitulée «Trésor public et modernisation du secteur économique et financier», Faïd a indiqué que cette adhésion s'est concrétisée à travers «l'instauration des principes de bonne gouvernance, dont les fondements et les grands contours ont été mis en place par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à travers un ensemble de réformes législatifs et pratiques, dont la concrétisation effective a été relancée, ces dernières années».

Le Trésor public «a adhéré au processus de modernisation et s'est imprégné des pratiques modernes pour la gestion des deniers publics, conformément aux exigences d'un développement économique efficace», a-t-il ajouté.

Lors de la rencontre, rehaussée par la présence du ministre de la Poste et des Télécommunications, Karim Bibi Triki et du Haut-Commissaire à la numérisation, Mme Meriem Benmouloud, le ministre a estimé que le Trésor public avait adopté la numérisation et l'innovation en matière d'informatique, comme voie à même de surpasser tant d'embûches, notamment procédurales et d'assurer les meilleures performances, notamment dans le secteur des finances, des banques, des assurances et des entreprises, à travers la mise en place de systèmes d'information au diapason des objectifs des politiques publiques



et des exigences de l'économie nationale, parallèlement aux efforts d'amélioration du climat de l'investissement et des affaires, consacré par le nouveau Code d'investissement.

Le ministère des Finances œuvre, à pas sûrs, à concrétiser les réformes adoptées, garantir la transparence, rationaliser l'utilisation des deniers publics, renforcer la bonne gouvernance financière et améliorer la qualité des services offerts aux citoyens et aux institutions. « Je vous assure que nous sommes déterminés à avancer dans le processus de concrétisation pratique des réformes, tout en mobilisant

tous les mécanismes d'assistance, mesures d'accompagnement et ressources matérielles et humaines nécessaires, afin de parvenir au développement d'un trésor public au service de l'économie, des institutions et des citoyens », souligne-t-il. Et d'ajouter : « Nous sommes plus que jamais conscients du poids et de l'ampleur de la tâche qui nous incombe. Les finances de l'État sont la responsabilité de tous».

Pour sa part, le Directeur général du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat, Hadj Mohamed Seba, a indiqué que cette journée d'information visait à évaluer les principales étapes des réformes entreprises par le Trésor public pour moderniser ses fonctions et mettre en lumière son rôle en tant qu'organe financier de l'Etat, avec ses dimensions stratégiques et son rôle dans la relance de l'économie nationale.

Il a, à ce titre, salué la présence d'experts pour discuter de plusieurs sujets liés aux réformes adoptées par le Trésor et la vision prospective de ses perspectives futures, ainsi que les réformes de la comptabilité publique et du secteur financier.

Lors de la rencontre, à laquelle ont assisté le Gouverneur de la Banque d'Algérie, le président de la Cour des comptes et des cadres du ministère des Finances, le lancement officiel du nouveau site web de la Direction générale du Trésor et de la gestion comptable des opérations financières de l'Etat a été annoncé.

EL BAYADH

Octroi de plus de 240 hectares de terres agricoles pour l'investissement

Plus de 240 hectares de terres agricoles ont été octroyés à l'investissement dans la wilaya déléguée de Labiodh Sidi Cheikh, a-t-on appris de la directrice locale de l'Office national des terres agricoles, Mahboubi Fouzia. Mme Mahboubi a indiqué à l'APS que les terres dont a bénéficié la wilaya déléguée de Labiodh Sidi Cheikh concernent quatre exploitations réparties à travers les périmètres agricoles "El Messegma", dans la commune de Labiodh Sidi Cheikh, "Samouta" dans la commune d'Arbaouet et "El Sakia El Djadida", dans la commune d'Aïn El Orak, faisant observer que cette superficie agricole sera dédiée à diverses variétés de céréales. Cette opération d'attribution de terres agricoles est intervenue après l'étude des dossiers de ces investisseurs inscrits sur la plateforme numérique de l'Office national des terres agricoles, par une commission spécialisée, après avoir rempli les conditions spécifiées pour pouvoir bénéficier du foncier agricole. Auparavant, les services de l'Office avaient réservé une superficie de 496 ha à l'investissement agricole à travers nombre de périmètres agricoles de la wilaya d'El Bayadh ayant fait l'objet d'une annonce via la plateforme numérique de l'Office, dont 200 ha au niveau du périmètre agricole "El Messegma", dans la commune de Labiodh Sidi Cheikh, 150 ha dans la région de "Samouta", dans la commune d'Arbaouet, 96 ha dans le périmètre "Sakia El Djadida", dans la commune d'Aïn El Orak, et 50 ha dans le périmètre "El Hadna", dans la commune de Sidi Amar, et ce, dans le cadre des efforts de l'Etat d'offrir du foncier agricole et l'accompagnement des investisseurs sérieux. Le restant des superficies de ces terres sera distribué, ultérieurement, sachant que dans l'étape prochaine d'autres périmètres agricoles seront ouverts à travers le territoire de la wilaya, selon la même source.

FORUM MONDIAL DE L'EAU

L'Algérie se distingue par ses positions claires

Le 10e Forum mondial de l'eau s'est achevé vendredi dans la ville balnéaire Bali (Indonésie) après 5 jours de travaux, durant lesquels l'Algérie s'est distinguée par ses positions claires, réaffirmant le droit de l'accès à l'eau et le principe de souveraineté des Etats sur leurs eaux souterraines, sans omettre la question climatique qui continuera à se poser pour les prochaines générations.

Il s'agit du plus grand rassemblement mondial autour de l'eau, ayant réuni des chefs d'Etat et de gouvernement, des ministres, des acteurs du domaine, des experts et la société civile de plus de 170 pays pour discuter des sujets liés à la gestion de cette ressource vitale et trouver des solutions durables aux nombreux défis, notamment l'assainissement et l'environnement.

Sous le thème "L'eau pour une prospérité partagée", l'Algérie qui a pris part à ce forum avec une importante délégation représentant plusieurs secteurs et

conduite par le ministre de l'Hydraulique, M. Taha Derbal, a réaffirmé sa position par rapport au dossier de l'eau, en premier lieu assurer à tous ses citoyens l'accès à cette ressource.

Lors de ses interventions au forum, M. Derbal, a précisé qu'avec "l'avènement du réchauffement climatique, la question de l'eau est de plus en plus posée sur la scène internationale", une situation à laquelle l'Algérie a su répondre en s'orientant notamment vers les ressources en eau non conventionnelles. A ce titre, il a cité le dessalement d'eau de mer, un domaine dans lequel l'Algérie connaît une nouvelle dynamique dans le cadre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en déployant des moyens colossaux dans le but de faire face au stress hydrique.

Evoquant la question des eaux souterraines transfrontalières lors de sa rencontre avec Loïc Fauchan, le président du Conseil mondial de l'eau, organisa-

teur du forum, M. Derbal a insisté sur l'attachement de l'Algérie au principe de souveraineté des Etats sur leurs eaux souterraines.

A ce propos, il a rappelé les efforts fournis par l'Algérie dans le cadre de la signature de l'accord tripartite avec la Tunisie et la Libye pour la gestion des eaux souterraines partagées entre ces trois pays. Au volet climatique, le ministre a mis l'accent, lors de ses interventions et les entretiens qu'il a eus avec ses homologues et les délégations participantes, sur la préservation de l'environnement et des écosystèmes dans tout projet lié à l'eau.

Il a soulevé le cas de la région de la Saoura, située dans le sud-ouest du pays, laquelle subit un assèchement dû principalement à une surexploitation de l'eau engendrée par les projets entrepris à la frontière par un pays voisin.

Ayant pris part au forum à Bali, dans la cadre de la délégation algérienne, les jeunes membres du Conseil supérieur

de la jeunesse (CSJ) se sont fait remarquer par une participation active aux différentes sessions et conférences-débats auxquelles ils ont assisté.

Ils ont, à cet égard, évoqué le manque de ressources en eau, provoqué par le réchauffement climatique, et les moyens d'y faire face, mettant en avant la stratégie de l'Algérie en la matière et les projets initiés par les hautes autorités du pays pour faire face au stress hydrique. Ils ont particulièrement sensibilisé les jeunes du monde sur la question climatique et la préservation de l'environnement et des écosystèmes fragiles menacés.

Le forum a été également l'occasion pour les membres du CSJ de rappeler au monde les souffrances endurées par le peuple palestinien, victime d'une guerre génocidaire menée par l'occupation sioniste, provoquant une grave crise humanitaire, avec un manque grave de nourriture, d'eau et d'assainissement.

R E.

MOISSON-BATTAGE
2023/2024

Une superficie de 60 hectares de céréales ciblée à El-Meghaïer

La campagne moisson-battage au titre de la saison agricole 2023/2024 lancée jeudi dans la wilaya d'El-Meghaïer cible une superficie de 60 hectares dédiée aux céréales, a indiqué la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya.

L'opération a été lancée dans l'exploitation agricole Kiragueldans la commune de Stil (Nord de la wilaya), sur une superficie de 60 hectares réservée aux cultures stratégiques, telles que le blé dur, le blé tendre et le triticale, a-t-on fait savoir.

Prévoyant un rendement de 64 quintaux à l'hectare, la direction du secteur a fait état de la mobilisation des moyens nécessaires dont cinq (5) moissonneuses pour le bon déroulement de la campagne.

En marge du lancement de cette campagne, le wali d'El-Meghaïer-NehilaLaredj, a insisté sur la nécessité d'accompagner les agriculteurs, les encourager à fournir davantage d'efforts et à passer à d'autres méthodes plus modernes pour développer leurs agricultures (céréales) afin qu'ils puissent œuvrer à assurer une souveraineté et une sécurité alimentaire durables. De son côté le président de l'assemblée populaire de la wilaya (P/APW), Mourad Khaoua, a déclaré que les efforts se poursuivent par les autorités locales pour accompagner les agriculteurs et bannir les contraintes rencontrées.

TÉBESSA

Appel à créer des plateformes numériques pour le marketing touristique et culturel

Les participants à une journée d'information sur le tourisme, organisée dimanche à Tébessa, ont appelé à créer des plateformes numériques de marketing touristique et culturel.

Les intervenants au cours de la rencontre, initiée par la Direction de la Jeunesse et des sports de la wilaya de Tébessa sur le site archéologique de la basilique Sainte-Crispine au centre-ville du chef lieu de la wilaya à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'étudiant, ont estimé nécessaire de recourir aux nouvelles technologies dans la promotion et le marketing des services offerts par les deux secteurs du Tourisme et de la Culture. Le directeur de la Jeunesse et des sports, Mostefa Hamlaoui, a ainsi affirmé la nécessité de faire connaître davantage les

monuments archéologiques que recèle la wilaya de Tébessa sur les diverses plateformes électroniques.

De son côté, le fondateur de l'incubateur de startups Nobel Compagny, Sami Bettiche, a mis l'accent sur l'importance de créer des plateformes et des applications électroniques sur les sites archéologiques de la wilaya de Tébessa, les hôtels, les stations-services et autres structures pour mieux permettre aux touristes de définir leurs destinations et planifier leurs déplacements en plus d'actions de promotion du patrimoine culturel matériel et immatériel.

Salim Bouguera, cadre du secteur de la Formation professionnelle, a souligné que son secteur œuvre à accompagner la relance réelle du tourisme avec notamment l'ouverture d'une spécialité de guide touristique local enseignée pour la première fois en anglais au côté de l'accompagnement des stagiaires sur le terrain.

Dr. Wafa Matrouh de l'Université de Tébessa a relevé que des statistiques récentes montrent une large utilisation des Algériens de l'internet qui peut être exploitée pour la promotion et le développement du tourisme local.

ANNABA

Des projets pour porter les capacités de stockage des céréales à 1,2 millions de quintaux

La wilaya d'Annaba a bénéficié de l'inscription de plusieurs projets visant à porter les capacités de stockage des céréales à 1,2 millions de quintaux, a-t-on appris du directeur local des services agricoles Abdelatif Adou.

Il s'agit de la réalisation de 4 dépôts de proximité de stockage de céréales d'une capacité de 50.000 quintaux et le dépôt en plus d'un silo vertical de 1 million de quin-

taux, a déclaré à l'APS M. Adou. Le lancement des travaux de réalisation de ces projets est prévu "au début du deuxième semestre de l'année en cours 2024", a précisé la même source, ajoutant que la réception de ces projets est fixée à 2025.

Le silo vertical de stockage des céréales dont la réalisation a été confiée à l'entreprise Batimetal (Engineering et Construction) sera im-

planté à la commune de Berrahal, alors que les autres dépôts seront réalisés dans les communes de Teriât et Ain El Berda, selon la même responsable.

Ces projets qui s'inscrivent dans le cadre des efforts déployés pour consolider l'autosuffisance alimentaire permettront de hisser les capacités de stockage de la wilaya de 1,4 millions actuellement à environ 3 millions de quintaux, a-t-on en-

core précisé.

Le secteur local de l'agriculture enregistre l'exploitation de plus de 14 milles hectares pour la production des céréales répartis à travers les communes El Hadjar, Ain El Berda, Berrahal, et Teriât avec une moyenne de production estimée à environ 350.000 quintaux de blé tendre, dur et orges entre autres, selon la même source.

MÉDÉA

Campagne de prévention contre les risques de noyade dans les plans d'eau

Une campagne de prévention contre les risques de noyade dans les plans d'eau est en cours à Médéa où plusieurs sorties sur le terrain ont été organisées à travers les communes et devraient se poursuivre durant toute la saison estivale, a-t-on appris, jeudi, auprès de la Protection civile. Plusieurs partenaires, tels que les directions des ser-

vices agricoles et des Ressources en eau, la Conservation des forêts, les collectivités locales et le mouvement associatif, participent à cette campagne destinée à sensibiliser les citoyens, en particulier les enfants et les jeunes, sur les dangers des baignades dans les plans d'eau, a-t-on fait savoir. Des caravanes d'information ont marqué des haltes, au cours

des derniers jours, dans les communes Si-Mahdjoub, Seghouane, El-Omaria, Djouab, Ouled-Antar, Draâ-Smar et Ksar-El-Boukhari pour expliquer aux citoyens les risques encourus en cas de baignade dans ces lieux non surveillés et réservés plus à l'irrigation agricole qu'à la baignade ou l'adéquation, a-t-on indiqué. Le but est de susciter auprès des

citoyens une prise de conscience sur ce danger et d'inciter les chefs de familles à s'impliquer davantage dans ce travail de prévention afin de protéger leurs enfants et éviter d'éventuels drames, a-t-on ajouté. Le même travail de sensibilisation est mené en direction des élèves des trois paliers scolaires. Des séances d'information ont eu lieu dans de nombreux éta-

blissements éducatifs dans le cadre de cette campagne de prévention, a-t-on signalé. Outre les lieux publics, les centres de formation professionnels, les établissements de l'enseignement supérieur, les cafés et marchés seront ciblés lors de cette campagne afin de toucher le plus grand nombre de citoyens, a conclu la même source.

SIDI BEL ABBÈS

Une commission de l'APN inspecte des projets du secteur des ressources en eau

Une Mission d'information de la Commission de l'Habitat, de l'hydraulique et de l'aménagement du territoire de l'Assemblée populaire nationale (APN) effectue une visite d'inspection des projets relevant du secteur des Ressources en eau en cours de réalisation, dans la commune de Sidi Bel Abbès, selon des services de la wilaya.

La cellule de communication de la wilaya a précisé que la visite de la délégation parlementaire, arrivée dernièrement dans la wilaya, est composée du président de la Commission, Mohamed Boudouma, et délégué à l'APN, s'inscrit dans le cadre de l'inspection des projets

vitaux en cours de réalisation dans la wilaya de Sidi Bel Abbès destinés à améliorer l'alimentation en eau potable (AEP), de s'enquérir des capacités de stockage du précieux liquide, et des projets inhérents à l'assainissement et au curage de Oued Mekker.

La même source a ajouté que la Commission a visité la station d'épuration des eaux (STEP), implantée à Haï « Es-Sakhra », dans la commune du chef-lieu de wilaya, où des explications sur cette infrastructure et le processus de traitement des eaux usées et leur réutilisation à des fins d'irrigation agricole, ont été fournis à ses membres.

Par ailleurs, un exposé exhaustif sur l'étude relative à l'aménagement de Oued Mekker sur une longueur de 7 kilomètres traversant le territoire de la commune de Sidi Bel Abbès, visant à éradiquer les points noirs et à aménager le réseau assainissement et ce cours d'eau, a été présenté conjointement par le directeur local des Ressources en eau et le directeur de l'Office national de l'assainissement (ONA), signale-t-on.

L'un des points noirs traversé par Oued Mekker, localisé à Haï Benzekri, généré par l'accumulation et la stagnation de déchets de toutes sortes le long de lit de l'Oued, et ce en dépit des multiples cam-

pagnes hebdomadaires visant son éradication, a figuré au programme de la Mission, dont les membres ont suivi un exposé sur les mesures préconisées pour l'aménagement de ce cours d'eau et » l'éradication définitive des points noirs qui l'entachent », note-on.

Il convient de signaler que la Mission d'information de la Commission de l'Habitat, de l'hydraulique, de l'équipement et de l'aménagement du territoire de l'APN, poursuit sa visite d'inspection des projets relevant du secteur des Ressources en eau dans cette collectivité locale de l'Ouest.

RAPPORT DE SUIVI DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE EN ALGÉRIE

Investir dans les données pour une croissance diversifiée

La croissance de l'Algérie a été robuste en 2023, et l'inflation a commencé à décélérer. La croissance du PIB s'est accélérée pour atteindre 4,1%, soutenue par celle du secteur des hydrocarbures, la production de gaz naturel ayant compensé les réductions successives des quotas de production de pétrole brut.

2^e partie

Avec une nouvelle réduction à 908 mb/j mise en œuvre en janvier 2024 (-4,9%), la production est devenue inférieure de 13,2 % au pic d'octobre 2022. La baisse de la production dans un contexte d'augmentation de la consommation intérieure s'est traduite par une réduction notable des exportations de pétrole, tirée par le pétrole brut et les produits raffinés, et seulement partiellement compensée par une augmentation significative des exportations de condensats et de gaz de pétrole liquéfié (GPL).⁵ Bien que la production de pétrole brut et raffiné ait diminué depuis son pic de 2008, elle représente encore près de la moitié de la production d'hydrocarbures de l'Algérie.⁶ La production de gaz naturel a atteint un sommet historique et la hausse des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) a compensé la baisse des exportations par gazoduc. Après une forte hausse de la production en 2021 et une légère baisse en 2022 du fait notamment du deuxième hiver le plus doux jamais enregistré en Europe, la production de gaz naturel a augmenté de 6,1% en glissement annuel en 2023, soutenue par une croissance rapide de la production de nouveaux champs au cours du second semestre.⁷ Malgré l'augmentation de la consommation intérieure dans un contexte de dynamisme industriel, les exportations de gaz naturel sont demeurées stables, et une plus grande part a été exportée sous forme de GNL, ce qui a compensé la baisse des exportations par pipeline. L'Italie, l'Espagne et la France sont restés les plus gros acheteurs de gaz algérien, les pays européens continuant de remplacer le gaz russe dans leur mix énergétique. Par conséquent, la production du secteur extractif a rebondi après une légère contraction en 2022, l'augmentation de la production de gaz naturel ayant plus que compensé la baisse de la production de pétrole. Bien que le prix du gaz naturel algérien exporté ait baissé par rapport à son sommet de 2022, il demeure élevé et soutient les recettes d'exportation d'hydrocarbures, malgré la baisse des prix du pétrole. Après avoir atteint un sommet au T2-2022, le prix de référence du pétrole algérien est passé de 103,8 USD en 2022 à 83,6 USD en 2023, malgré des prix plus élevés au S2-2023, ce qui a motivé des réductions successives des quotas pour soutenir les prix. Les prix du gaz naturel se sont découplés des prix du pétrole à la mi-2022 dans un contexte d'augmentation de la demande

européenne avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie, de renégociation des contrats de livraison à long terme et de ventes supplémentaires sur les marchés au comptant. Ils ont atteint un pic au T4-2022 et ont diminué en 2023 mais restent bien au-dessus de leurs niveaux de 2021, tandis que le ratio entre les prix à l'exportation du gaz et les prix décalés du pétrole est désormais plus élevé qu'en 2019, ce qui suggère que les contrats d'approvisionnement en gaz de l'Europe génèrent désormais des prix à l'exportation plus élevés. Les prix des engrais, principale exportation de l'Algérie hors hydrocarbures, ont également suivi les prix des hydrocarbures. La valeur des exportations d'hydrocarbures a ainsi diminué de 16,2%, la forte baisse des prix ayant surcompensé une augmentation de 4% des volumes exportés.

L'excédent du compte courant s'est réduit, mais l'accumulation des réserves s'est poursuivie

L'excédent du compte courant s'est considérablement réduit par rapport à son sommet de 2022, en raison de la baisse des prix à l'exportation. Après que le solde du compte courant a atteint un creux en 2020 en raison de la chute des prix du pétrole dans le contexte de récession mondiale induite par la pandémie, la flambée des prix du pétrole en 2021 a entraîné une forte réduction du déficit et, en 2022, le compte courant a enregistré un excédent de 19,5 milliards de dollars, soit 8,6 % du PIB, le premier en dix ans. En 2023, la baisse des prix à l'exportation des hydrocarbures, a contribué à une baisse de 14,9% des exportations de biens et de services. Conjuguée à une augmentation des volumes d'importation, celle-ci s'est traduite par une contraction rapide de l'excédent de la balance courante, qui s'est établi à 5,4 milliards de dollars, soit 2,3% du PIB. Les exportations hors hydrocarbures ont également contribué au rétrécissement de la balance courante, car une légère augmentation des volumes a été compensée par une baisse des prix, en particulier des engrais. Les réserves de change ont augmenté de 7,9 milliards de dollars en 2023 pour atteindre 68,9 milliards de dollars, soit environ 16,1 mois d'importations. Les importations de biens et de services ont augmenté de 10,3 %, la hausse des volumes, tirée par les machines et le matériel de transport, ayant contrebalancé la baisse des prix. L'augmentation des volumes d'importation de

machines a été alimentée par l'expansion des investissements, tandis que l'augmentation des volumes d'importation de voitures et d'articles manufacturés suggère une consommation dynamique dans un contexte d'assouplissement des contrôles à l'importation pour les véhicules de tourisme et les véhicules utilitaires.¹⁰ Les importations alimentaires ont également augmenté dans un contexte de faibles précipitations et d'une production agricole atone, la Russie devenant le plus grand fournisseur de blé de l'Algérie, supplantant l'Union européenne.¹¹ Les prix à l'importation ont baissé dans toutes les catégories, y compris pour les produits alimentaires, ce qui a contribué à compenser la forte expansion des volumes d'importation.¹² Les données sur le transport maritime suggèrent que la croissance des importations s'est poursuivie au cours du T1-2024 (Encadré 2). Dans le même temps, un Conseil supérieur de régulation des importations a été créé pour réguler les importations, protéger la production nationale, améliorer les systèmes d'information et lutter contre les pratiques d'importation illégales.

Le déficit budgétaire s'est creusé, et la dette publique a augmenté

Le déficit budgétaire s'est creusé, sous l'effet de l'augmentation marquée des dépenses salariales et d'investissement. En 2022, les recettes des hydrocarbures ont bondi et le déficit budgétaire s'est réduit à 3,0% du PIB, contre 6,3% en 2021, son niveau le plus bas depuis 2013. En 2023, malgré la forte baisse des prix des hydrocarbures et l'appréciation du dinar, les recettes d'hydrocarbures sont restées stables,¹³ mais les dépenses ont considérablement augmenté (+18,4%). Le gouvernement a mis en œuvre la deuxième tranche d'un programme triennal d'augmentation des salaires (près de 50% en trois ans), augmenté les recrutements dans le secteur public et augmenté les dépenses en capital de manière considérable (+39,1%), bien qu'elles restent inférieures à ce qu'elles étaient avant la pandémie. Ces effets ont été partiellement compensés par l'augmentation marquée des recettes fiscales (+17,0%) en raison de l'augmentation de la masse salariale publique et de l'effet du dynamisme économique hors hydrocarbures sur les revenus des entreprises, la consommation et les importations.¹⁴ La hausse des dépenses a également été compensée par celle des dividendes des entreprises publiques, notamment de la Sonatrach, qui

ont bondi pour atteindre 2,6% du PIB. Ainsi, le déficit budgétaire global a augmenté de 2,2pp, pour atteindre 5,2% du PIB, et le déficit hors hydrocarbures, de 4,3pp, pour atteindre 24,9% du PIB, les recettes hors hydrocarbures n'ayant pas compensé l'augmentation des dépenses. Le ratio dette publique/PIB a augmenté, tout comme l'épargne pétrolière, le gouvernement ayant recours au financement non-bancaire pour financer le déficit. La dette publique a culminé à 55,1% du PIB en 2021 lorsque le gouvernement a mis en œuvre le programme de rachat de la dette des entreprises publiques, mais a diminué à 48,1% en 2022 lorsque le déficit s'est réduit et que le PIB nominal a augmenté rapidement, tandis qu'une épargne importante a été accumulée dans le Fonds de régulation des recettes (FRR), atteignant 6,1% du PIB fin 2022. En 2023, le gouvernement a ralenti les émissions régulières de bons du Trésor, qui sont passées de 5,0% du PIB à 2,3%, et le déficit a été en bonne partie financé par le financement non bancaire. Ce faisant, l'épargne pétrolière dans le FRR a continué d'augmenter, passant à 8,2% du PIB. Par conséquent, la dette publique n'a augmenté que de 3,9% en termes nominaux, passant de 48,1% du PIB à 49,2% du PIB pour 2023 et reste presque entièrement détenue sur le marché intérieur à des échéances à long terme et à des taux d'intérêt bas.

Avec la baisse des prix des aliments frais, l'inflation a commencé à ralentir à la fin 2023

L'inflation est restée élevée à 9,3% en 2023, mais les prix ont commencé à baisser tirés par les prix des fruits et légumes. Les prix à la consommation ont commencé à augmenter rapidement en 2021 (+7,2%), l'inflation s'accroissant en 2022 (+9,3%) et maintenant le même niveau en 2023 (+9,3%). L'augmentation des prix des produits alimentaires (+13,3%) et notamment des produits agricoles frais (+22,1%) a dépassé l'inflation générale en 2023, ce qui a plus touché les plus vulnérables, car l'alimentation représente plus de la moitié des dépenses des 40% les moins nantis de la population. Jusqu'à la mi-2022, l'inflation des produits alimentaires était principalement tirée par les catégories « fruits et légumes » (principalement produits localement) et « pain et céréales », dépendant des prix à l'importation, en hausse.

(A suivre)

Source : Banque mondiale

RECENSEMENT GÉNÉRAL
DE LA POPULATION ET DE
L'HABITAT EN TUNISIEUne opération
cruciale pour les
progrès
économiques

Les travaux de la phase préparatoire (de pré-dénombrement) relatifs au recensement général de la population et de l'habitat 2024 ont été lancés.

Treizième du genre dans l'histoire de la Tunisie, ce recensement, à la différence des précédentes opérations, celle de 2024 déploiera massivement les nouvelles technologies pour plus d'efficacité et de célérité dans le traitement des informations. L'édition 2024 représentera une mutation qualitative du système de la statistique puisque la réalisation de ses différentes phases sera numérique.

Cette opération permettra une actualisation des données et un enrichissement du système de la statistique avec de nouvelles données adaptées aux développements de la société tunisienne et des conditions de vie des familles aussi bien sur le plan régional que local. Le recensement concernera 4,2 millions de locaux et logements et 3,350 millions de familles. Les données recueillies devraient servir aux pouvoirs publics et aux acteurs économiques et sociaux pour établir leurs planifications.

Ce recensement va également enrichir la base de données régionale, qui sert à la répartition de la population selon les différents niveaux régionaux et locaux, afin d'adopter des programmes de développement régional et d'assurer un développement équilibré entre les différentes régions. Cette base de données sera utilisée dans la planification stratégique de développement 2026-2030.

Rappelons que le coût de réalisation des différentes phases de recensement général de la population et de l'habitat est de l'ordre de 89 millions de dinars (MD). La Tunisie devrait entrer dans une nouvelle phase de développement, marquée notamment par le renforcement de son économie et aussi des changements au niveau de sa structure sociale. Des efforts louables sont fournis pour réduire les inégalités sociales et régionales. Pour donner les effets escomptés, les différentes projections que la Tunisie lancera doivent se baser sur des données détaillées, précises et fiables. L'utilisation des nouvelles technologies dans ce recensement sera d'une grande utilité, surtout en matière de traitement des données et de leurs analyses.

Que ce soit d'ordre national, régional ou local, elles permettront à coup sûr d'établir de nouvelles stratégies, particulièrement au niveau sectoriel. En effet, la Tunisie a de nombreux défis à relever au niveau de l'enseignement, la santé, l'emploi et de l'habitat, sans oublier le développement des activités à caractère économique. L'objectif est également de mettre à jour les données liées à l'investissement, la production, la consommation des ménages, des entreprises... En somme, cette opération décennale s'annonce comme un outil essentiel pour le développement et la planification nationale. Elle est cruciale pour évaluer les progrès économiques et sociaux du pays.

SAMA

Les paiements au point de vente en Arabie saoudite atteignent un niveau record de 59,68 milliards de riyals

Les transactions liées à l'alimentation et aux boissons ont permis aux paiements au point de vente d'atteindre un niveau record de 59,68 milliards de riyals saoudiens (1 riyal = 0,25 euro) en mars, selon des données officielles.

Les chiffres publiés par la Banque centrale saoudienne (Sama) révèlent une augmentation annuelle de 8% des dépenses dans tous les secteurs, les dépenses effectuées pendant le mois sacré du ramadan, ainsi qu'un marché en expansion proposant des options de paiement flexibles, étant probablement à l'origine de cette hausse.

En mars, les dépenses liées à l'alimentation et aux boissons constituaient la part la plus importante, représentant 17% du total des paiements du mois.

Les dépenses consacrées aux restaurants et aux cafés, ainsi qu'aux biens et services divers représentaient chacune 12% des dépenses totales.

En février, RedseerStrategy Consultants avait prédit que les consommateurs d'Arabie saoudite seraient plus désireux d'explorer de nouvelles attractions et destinations pendant le ramadan.

Leur enquête, qui portait sur le changement des comportements d'achat pour le ramadan 2024 par rapport à l'année précédente, a

révélé que 62% des participants à l'enquête saoudiens et 48% des participants émiratis prévoyaient d'augmenter leurs dépenses pendant le mois sacré.

Le rapport explique que des facteurs liés aux plates-formes et aux expériences, en particulier les options de paiement flexibles et la mise sur le marché de produits exclusifs de haute qualité, sont à l'origine de cette augmentation.

L'enquête montre qu'aux Émirats arabes unis, où le marché est arrivé à maturité, les consommateurs accordent de plus en plus d'importance au caractère abordable des produits, privilégiant les prix les moins élevés.

Des facteurs tels que la variété des produits, la rapidité des livraisons et la qualité ne sont plus des critères significatifs de différenciation des marques, car le marché a uniformisé les règles du jeu.

À l'inverse, en Arabie saoudite, un marché en pleine croissance, l'accent est mis sur les aspects liés à la plate-forme et à l'expérience. Les options de paiement flexibles

et un service clientèle solide gagnent en importance, ce qui indique un changement dans les préférences des consommateurs. Selon des données de la Sama, les principaux moteurs de la croissance au cours de cette période étaient l'augmentation des dépenses consacrées aux biens et services divers, notamment les articles de soins personnels et les produits de nettoyage.

Cette catégorie représentait la deuxième part la plus importante des dépenses du mois de mars (12%), enregistrant une croissance de 28% pour atteindre 7,06 milliards de SAR. Cette croissance constituait 36% de l'augmentation annuelle globale des paiements au point de vente.

L'habillement et les chaussures arrivent en deuxième position, contribuant à la croissance globale à hauteur de 26%, soit 5,8 milliards de SAR, en mars. Les dépenses liées à l'alimentation et aux boissons viennent ensuite, avec une contribution de 13%, soit quelque 10 milliards de SAR, ce qui constitue une hausse de 6% par rapport au même mois de l'année dernière.

ÉGYPTE

DOGUS veut investir 7 milliards \$ dans un projet de zone logistique adossée au port de Jarjoub

Ce projet vient s'ajouter aux nombreux investissements annoncés dans les secteurs portuaire et logistique pour permettre à l'Égypte de tirer plein profit de sa position géographique stratégique entre la Méditerranée et la mer rouge.

L'Égypte a annoncé la signature d'un protocole d'accord avec le groupe turc DOGUS pour construire une zone industrielle dont le coût est d'environ 7 milliards USD. Le

projet sera développé autour du port de Jarjoub et comportera entre autres des zones franches et logistiques, un terminal de fret polyvalent, un terminal de passagers, un port de plaisance, une zone industrielle et des interconnexions ferroviaires.

Le protocole prévoit un délai de 6 mois pour réaliser les études, débiter les procédures de mise en œuvre du projet et obtenir les approbations requises. Cet accord fait suite

à celui signé fin novembre 2023 avec la société sud-coréenne STX pour développer des infrastructures logistiques dans le même port, notamment une usine d'assemblage de voitures d'occasion, un oléoduc entre la Libye et le port de Jarjoub, etc. Ces investissements s'ils se réalisent permettront de doter ce port d'infrastructures intégrées pour concrétiser le plan du gouvernement égyptien qui veut le transformer en plateforme majeure de ser-

vices portuaires et logistiques. Il s'aligne sur une ambition d'établir un réseau portuaire incontournable via les ports sur la Méditerranée et la mer Rouge afin d'assurer des services logistiques intégrés pour les expéditions depuis/vers cette région.

Ceci dans la perspective de développer davantage l'industrie portuaire d'où proviennent environ 90% des volumes d'échanges commerciaux du pays.

FORUM ÉCONOMIQUE DU QATAR 2024

Marqué par la signature de 20 protocoles d'accord

Son Excellence Cheikh Ali bin Abdulah bin Khalifa Al Thani, Président du Comité suprême permanent d'organisation du Forum économique du Qatar, a annoncé que la quatrième édition, a été marquée par la signature de 20 protocoles d'accord, dont 18 internationaux, contre 10 l'année dernière.

Lors d'une conférence de presse tenue samedi, il a déclaré qu'en termes qualitatifs, le Forum continue de progresser d'une édition à l'autre, comme en témoigne le nombre d'accords internationaux signés dans son cadre.

En outre, il a révélé la participation d'environ 2 300 personnes, dont 1 300 chefs d'entreprise et organisations internationales, ainsi que 200 représentants des médias, principalement de l'étranger.

"Le Forum économique du Qatar est celui dont la croissance est la plus rapide en termes de participation au niveau régional et international", a-t-il affirmé, avant de préciser que les débats ont porté sur des sujets liés à la géopolitique, à la mondialisation, au commerce, à la transition énergétique, à l'innovation technologique, à la prospective commerciale, à l'investissement, aux sports et aux divertissements. "Les dialogues ont pour toile de fond les effets continus des changements majeurs dans les domaines de la technologie, de l'énergie, du commerce et de la politique auxquels le monde assiste, en particulier en 2024, et leur impact potentiellement profond sur l'économie mondiale", a-t-il poursuivi.

Il a noté que le Comité d'organisation a

pris un certain nombre de mesures pour assurer une présence aussi large que possible en fournissant des plates-formes de suivi.

De son côté, M. Jassim Mohammed Al Khouri, Chef de l'équipe des médias au sein du Comité suprême permanent d'organisation du Forum économique du Qatar, s'est félicité du partenariat stratégique avec Bloomberg Media Group, en place depuis des années. Il affirme que ce sont plus de 100 représentants de la presse mondiale et internationale qui ont assisté à l'événement, ce qui a permis une couverture plus large.

Il a conclu en exprimant sa gratitude au comité des médias pour sa contribution inestimable au succès du forum et à la stratégie de Media City Qatar.

GUINÉE-BISSAU

Hausse de 8 % de la production de noix de cajou à 260 000 tonnes en 2023

La Guinée-Bissau est l'un des principaux producteurs de noix de cajou en Afrique de l'Ouest avec la Côte d'Ivoire, le Nigéria ou encore le Bénin. Dans le pays, la filière fournit environ 90 % des recettes d'exportation et assure des revenus à 80 % de la population.

En Guinée-Bissau, la récolte de noix de cajou s'est établie à 260 000 tonnes en 2023, affichant une hausse de 8,3 % par rapport à la campagne précédente (240 000 tonnes). C'est ce qu'indique la Banque mondiale dans son rapport annuel sur la Situation économique du pays d'Afrique de l'Ouest publié le 16 mai dernier. En dépit de cette croissance d'une année sur l'autre de la production, les volumes exportés ont stagné, s'établissant à 170 000 tonnes contre un stock évalué à 171 000 tonnes un an plus tôt. Pour expliquer cette situation, l'institution financière évoque notamment le niveau élevé de la contrebande vers les pays voisins comme le Sénégal et la Guinée qui a concerné le reste de la récolte. « Les mauvais résultats à l'exportation s'expliquent en partie par la faiblesse de la demande et des prix internationaux, mais aussi par un monopole sur les conteneurs d'expédition au début de la campagne, qui a fait grimper les prix des conteneurs et entraîné des

niveaux élevés de contrebande vers la Guinée et le Sénégal pour éviter les coûts supplémentaires », peut-on lire dans le rapport. D'après la Banque mondiale, la faiblesse des prix sur le marché international s'est traduite par une baisse des prix à la production, qui n'ont pas dépassé 150 Fcfa/kg dans certaines régions pendant la majeure partie de la campagne et qui sont restés en deçà du seuil de 375 Fcfa/kg fixé par le gouvernement.

Des perspectives favorables pour la filière en 2024

Les autorités tablent cependant sur une amélioration de la production en 2024, notamment en raison de conditions météorologiques favorables et du programme de soutien aux agriculteurs mis en œuvre par le gouvernement. Selon la Banque mondiale, les exportations devraient aussi s'améliorer sensible-

ment avec l'autorisation d'exportation par 9 routes frontalières alors que jusqu'ici seules les exportations de noix de cajou par le port de Bissau étaient autorisées. D'après l'institution financière, les perturbations liées aux attaques Houthis en mer Rouge peuvent également créer des opportunités de croissance en Guinée-Bissau. « Les perturbations maritimes au Moyen-Orient ont entraîné une hausse des coûts de fret entre l'Asie et l'Europe, ce qui s'est traduit par une augmentation de la demande de noix de cajou en provenance d'Afrique. Cette perturbation permet d'obtenir une prime de 0,2 à 0,3 \$/kg par rapport à la noix de cajou d'origine vietnamienne sur les contrats au comptant. Malgré les risques liés au commerce maritime, les entreprises chinoises devraient pénétrer le marché de la transformation en Asie, en concurrence avec l'Inde et le Viêt Nam pour le cajou bissau-guinéen, créant ainsi de nouveaux liens commerciaux », souligne également le rapport.

RD CONGO

TotalEnergies compte investir 600 millions \$ dans le secteur pétrolier

Fin avril, TotalEnergies a conclu un accord pétrogazier avec Trident Energy sur le permis offshore congolais Moho. Un deal dont la finalisation verrait les intérêts opérationnels de l'entreprise sur place portés à 63,5 %. Le groupe pétrogazier français TotalEnergies planifie de réaliser un investissement de 600 millions de dollars dans l'industrie pétrolière du Congo-Brazzaville cette année. L'information a été

rendue publique jeudi 23 mai par la Chambre africaine de l'Énergie (AEC). Cet investissement est essentiellement destiné au permis offshore Moho sur lequel TotalEnergies a augmenté, fin avril, sa participation opérationnelle de 10 %. Il permettra d'y financer des activités d'exploration avec pour objectif d'en renforcer la production. « L'engagement de TotalEnergies dans la production pétrolière de

la République du Congo devrait permettre d'assurer une production supplémentaire de 40 000 b/j, qui viendra s'ajouter aux 267 000 b/j actuels du pays », déclare l'AEC. La volonté de TotalEnergies de soutenir financièrement le développement et l'exploitation du potentiel pétrogazier du Congo arrive dans un contexte où Brazzaville œuvre au renforcement de l'attractivité de l'industrie congolaise des hydrocarbures notam-

ment d'un point de vue fiscal. Présente depuis 1969, TotalEnergies assure plus de 60 % de la production d'hydrocarbures du Congo à travers les permis offshore producteurs Nkossa, Nsoko II, entre autres. La compagnie joue également un rôle clé dans l'exportation de la production d'or noir congolaise via notamment le terminal pétrolier de Djéno dont elle assure la gestion avec Eni.

KENYA

Microsoft et G42 investiront 1 milliard \$ dans le cloud, l'IA et la connectivité

Le programme d'investissement comprend notamment la construction d'un data center écologique, le développement de modèles d'IA en swahili, la mise en place d'un laboratoire d'innovation dédié à l'Afrique de l'Est et le déploiement de câbles à fibre optique maritimes et terrestres.

Le groupe américain Microsoft et la firme émiratie d'intelligence artificielle (IA) G42 ont annoncé, dans un communiqué conjoint publié le mercredi 22 mai 2024, un programme d'investissement d'un montant global de 1 milliard de dollars dans l'écosystème numérique au Kenya dans le cadre d'un partenariat avec le ministère kényan l'Information, des Communications et de l'Economie numérique.

Les investissements comprennent notamment la construction d'un data center écologique qui servira à exploiter et à gérer Microsoft Azure, la plateforme de cloud computing du géant américain de l'informatique, en Afrique de l'Est. Ce data center, qui devrait être entièrement alimenté par une centrale géothermique, est conçu avec une technologie de pointe en matière de conservation de l'eau.

Le programme d'investissement comprend quatre autres composantes : le développement de modèles d'intelligence artificielle et de recherche en langue locale (swahili) et en anglais ; la mise en place d'un laboratoire d'innovation dédié à l'Afrique de l'Est couplé à un vaste programme de formation aux compétences numériques en matière d'IA ; des investissements dans la connectivité internationale et locale à travers le déploiement de câbles à fibre optique maritimes et terrestres ; et une collaboration avec le gouvernement du Kenya pour soutenir des services cloud sûrs et sécurisés à l'échelle régionale. L'initiative a été annoncée en marge de la visite d'Etat qu'effectue le président kényan William Ruto aux Etats-Unis depuis le 20 mai.

POUR EXPLOITER UN GISEMENT DE COLTAN

La Côte d'Ivoire s'associe à la Chine

Après avoir découvert un gisement de coltan, la compagnie minière publique ivoirienne SODEMI a fait appel à une société à capitaux chinois pour le mettre en valeur. L'exploitation de cette ressource permettra à la Côte d'Ivoire de devenir un fournisseur de coltan, comme le Rwanda et la RDC. La Côte d'Ivoire a décidé de s'associer à une compagnie chinoise pour mettre en valeur un « gisement économiquement exploitable de coltan » dans le département d'Issia. Selon le compte-rendu du Conseil des minis-

tres du 22 mai, la Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire (SODEMI) détiendra 51 % du capital de la coentreprise Ivoire Coltan. Titulaire du permis d'exploitation et à l'origine de la découverte du gisement, la SODEMI devrait apporter 306 millions Fcfa (505 000 \$ environ) au capital social de la coentreprise. L'Etat détiendra une participation de 10 % dans la société, conformément à la législation minière, contre 39 % pour le partenaire chinois, dont l'identité n'a pas été divulguée et qui devrait appor-

ter le reste du capital fixé à un total de 600 millions Fcfa (environ 1 million \$). Aucun détail n'a été donné sur la capacité de production de la future mine ou sur l'investissement nécessaire pour la développer. L'aboutissement de ce projet devrait faire entrer la Côte d'Ivoire dans la liste des producteurs de coltan, un secteur dominé actuellement par la RDC et le Rwanda. Ces deux pays représentent l'essentiel de la production mondiale de coltan, produit indispensable à l'électronique et présent notamment dans les smartphones et ordinateurs

portables. En dehors du gisement objet de l'accord avec la Chine, rappelons que la Côte d'Ivoire dispose d'autres actifs prometteurs, à l'instar d'Atex, un projet piloté par la société Firering Strategic Minerals qui a montré des indices prometteurs pour la production de concentré de coltan. En 2022, la Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO a également annoncé un financement de 4,7 milliards FCFA (7,7 millions \$) pour la construction d'une usine de transformation de coltan en Côte d'Ivoire.

POINT MARCHÉS

Les craintes sur l’inflation pèsent en Europe en clôture

Les principales Bourses européennes, hormis Francfort, ont terminé en baisse vendredi sur de fond de crainte d'une inflation persistante à la lumière des récentes pressions salariales en zone euro, tandis que Wall Street était en hausse à mi-séance, profitant d'un rebond technique après le repli de la veille.

À Paris, le CAC 40 a décliné de 0,09% à 8.094,97 points. Le Footsie britannique a abandonné 0,22%. Le Dax allemand a en revanche grignoté 0,02%. L'indice EuroStoxx 50 a reflué de 0,03%, le FTSEurofirst 300 de 0,20% et le Stoxx 600 de 0,19%. Ce dernier indice, qui perd sur l'ensemble de la semaine 0,43%, a été pénalisé vendredi essentiellement par les compartiments des nouvelles technologies (-0,42%) et des services aux collectivités (-1,27%). La prudence sur les actifs risqués s'est accompagnée de tensions dans le secteur obligataire où le rendement du Bund allemand à deux ans a touché jeudi un plus haut de six mois. Une évolution consécutive à la publication d'indices PMI témoignant d'une activité à son rythme le plus rapide en un an en mai et une accélération de la croissance des salaires dans le bloc monétaire au premier trimestre. Barclays estime vendredi que la Banque d'Angleterre (BoE) réduira le coût de ses emprunts seulement à partir du mois d'août, tandis que Danske Bank ne voit plus que deux baisses de taux en zone euro cette année, au lieu de trois initialement.

Valeurs en Europe

Renault a pris 5,20%, le constructeur automobile ayant annoncé un plan de rachat d'actions et UBS ayant relevé sa recommandation sur le groupe de "vendre" à "neutre". La Compagnie des Alpes a bondi de 8,41% après la publication par le groupe d'un résultat net trimestriel en hausse et d'un relèvement de ses perspectives d'Ebitda pour l'exercice. Le groupe britannique de gestion de réseau d'énergie National Grid a encore perdu 3,71% après une chute de plus de 10% liée à l'annonce d'une levée de fonds d'environ 7 milliards de livres.

A Wall Street

Au moment de la clôture en Europe, le Dow Jones avance de 0,25%, le Standard & Poor's 500 de 0,68% et le Nasdaq de 1,04%, rebondissant d'une séance dans le rouge de jeudi alors que les investisseurs se positionnent à l'approche du long week-end lié au "Memorial Day" et au début officiels de l'été aux Etats-Unis. "Nous constatons un certain soulagement après la forte baisse d'hier", commente Peter Cardillo, chef économiste marchés chez Spartan Capital Securities. La publication de l'enquête de l'Université du Michigan, qui montre une dégradation du moral des ménages américains en mai, est une aussi une bonne nouvelle. Cet indicateur contraste avec les statistiques de jeudi qui témoignaient d'une économie américaine vigoureuse alors que la Réserve fédérale (Fed) s'emploie depuis mars 2022 à freiner la demande pour faire refluer l'inflation. Sur l'ensemble de la semaine, le S&P 500 et le Dow sont cependant en passe de mettre fin à leur série de gains consécutifs, signe d'une certaine prudence des investisseurs.

CHANGES

Le dollar recule vendredi de 0,34% face à un panier de devises de référence, mais devrait enregistrer sur l'ensemble de la semaine un gain de 0,6%, le plus important depuis la mi-avril.

L'euro avance de 0,35%, à 1,0851 dollar. La livre sterling s'échange à 1,27435 dollar (+0,35%), malgré des ventes au détail au Royaume-Uni qui ont chuté de 2,3% sur un mois en avril.

TAUX

Le rendement du Bund allemand a dix ans a fini en repli d'environ deux points

de base, à 2,583%, mais il a touché en séance 2,618%, son plus haut niveau depuis le 26 avril. Les traders prévoient actuellement une baisse des taux de la BCE de 57 points de base cette année, contre une réduction de 75 points anticipée mi-mai. Le rendement des bons du Trésor américain à dix ans est lui stable, à 4,4748%, alors que les marchés financiers n'anticipent plus qu'une seule baisse de taux de la Fed cette année, bien loin des six réductions projetées en début d'année.

PÉTROLE

Les deux principales références du pétrole montent vendredi mais pourraient accuser sur l'ensemble de la semaine une cinquième baisse hebdomadaire consécutive dans la crainte de taux d'intérêt élevés susceptibles de peser sur la demande. A la clôture des Bourses en Europe, le Brent avance de 0,92% à 82,11 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) progresse de 1,07% à 77,69 dollars .

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 23 Mai 2024 Valeur : 27 Mai 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.4950	134.5100
1	EUR	EURO	145.5774	145.6205
1	GBP	POUND STERLING	171.2004	171.2631
100	JPY	JAPANESE YEN	85.8022	85.8282
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5651	18.5674
1	CHF	SWISS FRANC	147.0694	147.1502
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	98.2863	98.3260
1	DKK	DANISH KRONE	19.5280	19.5313
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.5537	12.5575
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.5774	12.5821
1	AED	UAE DIRHAM	36.6132	36.6273
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8577	35.8674
1	KWD	KUWAITI DINAR	437.8092	438.4289
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.8942	43.3253
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.6104	13.6119
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.4760	27.6167
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.5412	3.5416
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	178.0511	178.0511

CAC40

Peu de mouvement pendant que Renault accélère

Après avoir passé l'intégralité de la séance en territoire négatif, la bourse de Paris a quasiment retrouvé l'équilibre en toute fin de journée : au gong final, elle ne cédait qu'un anecdotique 0,09%, à 8094 points, malgré la performance de Renault qui s'arroge plus de 5% après un relèvement d'analyste (voir plus bas). L'indice parisien cède ainsi un peu plus de 1% au cours de la semaine écoulée mais conserve un gain d'un peu plus de 7% depuis le début de l'année. Le CAC40 signe ainsi une seconde semaine consécutive de baisse malgré l'actualité porteuse des derniers jours. Outre-Atlantique, Wall Street a ouvert en hausse, avec environ +0,3 % pour le Dow Jones, +0,8% pour le S&P500 et plus de 1% pour le Nasdaq qui évolue déjà en territoire record grâce à une avance de +200Pts par rapport au vendredi 17 (au-delà de 16.900): mais l'intégralité de ces gains découle des +10% de Nvidia jeudi, auxquels le titre ajoute 1% vers 1.050\$, pour une capitalisation de 2.600Mds\$. La fébrilité du marché parisien et des places européennes est alimentée par la remontée des rendements obligataires cette semaine : les Bunds ont

re-testé les 2,60% avant de se détendre de -1Pt vers 2,59%, nos OAT effacent -1,5Pt vers 3,070% (soit +7Pts en hebdo), les BTP italiens affichent -1Pt vers 3,89%. Cette tension découle du flux d'actualités de la semaine, qui ne fait que renforcer le sentiment que l'inflation reste un problème pour l'économie américaine et la FED. En Europe, la hausse des indices PMI attestant de la reprise économique pourrait également amener plus d'inflation via les salaires et les prix à l'import (guerre des taxes en l'UE, les US et la Chine). L'impact négatif des taux aurait été bien plus évident sans les résultats stratosphériques de Nvidia et des indices PMI attestant de la reprise économique en Europe. Les T-Bonds se stabilisent vers 4,48% pour le '10 ans' et 4,94% pour le '2 ans' (+1Pt) malgré de nouveaux chiffres US 'robustes' : les commandes de biens durables ont progressé de 0,7% en avril aux Etats-Unis (après +0,8% en mars), alors qu'elles étaient attendues en recul de 0,9%. Hors défense et aéronautique, elles ont progressé de 0,3% contre +0,1% attendu, après -0,1% en mars. Les investisseurs ont découvert à 16H l'in-

dice de confiance des consommateurs du Michigan : il ressort supérieur de 1,7Pt aux attentes en mai, à 69,1... mais en repli notable par rapport aux 77,2 d'avril. La perspective de taux d'intérêt maintenus au plus haut pour encore plusieurs mois pèsent sur les projets des consommateurs. Dans l'Hexagone, le climat des affaires se montre stable en mai par rapport à avril, au vu de l'indicateur synthétique calculé par l'Insee qui se maintient à 99, soit juste au-dessous de sa moyenne de longue période (100). Outre-Rhin, la croissance de l'économie allemande a atteint 0,2% au premier trimestre par rapport aux trois mois précédents grâce au dynamisme des exportations et des dépenses d'investissement, montrent des statistiques détaillées publiées vendredi, venant confirmer l'estimation initiale. Notons que l'Euro se raffermirait avec +0,3% face au Dollar (1,085\$/E) tandis que le baril de Brent rebondit in-extremis sur le plancher des 81,5\$, à 81,6\$ (+0,1%). De son côté, l'once d'or tente de résister à la tension des taux vers 2.335\$ (-1,8%) soit environ -100\$ par rapport à lundi.

Enfin, dans l'actualité des sociétés françaises, Alstom indique avoir placé une émission d'obligations super-subordonnées ('hybrides') d'un montant de 750 millions d'euros, 'massivement sursouscrite, reflétant une forte demande en provenance de différentes zones géographiques et catégories d'investisseurs'. Teleperformance annonce que son conseil d'administration a décidé d'annuler trois millions d'actions auto-détenues, représentant 4,7% du capital social, des actions qui avaient été rachetées dans le cadre d'un programme mis en oeuvre en avril 2023. Renault s'adjuge plus de 5%, signant la plus forte hausse du CAC 40 et de l'indice SBF 120. Dans une note diffusée dans la matinée, UBS indique être passé à une opinion 'neutre', contre un conseil 'vendre' auparavant, avec un objectif de cours rehaussé de 31 à 50 euros. Enfin, Compagnie des Alpes (CDA) gagne plus de 8%, au lendemain de la publication par le groupe de stations de ski et de parcs de loisirs, de ses résultats au titre de son premier semestre 2023-24 accompagnés d'un relèvement d'objectif annuel.

CORÉE DU SUD

Seoul annonce un plan de soutien de 17,5 milliards d’euros pour les semi-conducteurs

Le président sud-coréen Yoon Suk Yeol a annoncé jeudi un nouveau plan de soutien de quelque 17,5 milliards d'euros pour renforcer l'industrie des semi-conducteurs du pays, secteur stratégique au coeur d'une bataille mondiale.

La Corée du Sud, qui abrite Samsung Electronics et SK Hynix, parmi les plus grands fabricants de puces mémoire, a annoncé l'an dernier la construction du plus grand centre de fabrication de semi-conducteurs au monde grâce à un investissement privé de 240 milliards de dollars, cherchant ainsi à gagner une longueur d'avance sur ses concurrents mondiaux dans ce secteur clé. "Nous avons créé un programme complet de soutien à l'industrie des semi-conducteurs d'une valeur de 26.000 milliards de won (environ 17,5 milliards d'euros) qui inclut le financement, l'infrastructure, la recherche et le développement, ainsi que le soutien aux petites et moyennes entreprises", a déclaré le président sud-coréen, selon un communiqué. Le montant annoncé intègre 6,4 milliards d'euros

d'investissements déjà annoncés le 12 mai. Séoul va également élargir les avantages fiscaux aux investissements dans les puces, a annoncé Yoon Suk Yeol.

Construction du plus grand complexe de fabrication dans les environs de Séoul

Le pays est en train de construire un "méga pôle de semi-conducteurs" dans les environs de Séoul, qui, selon le gouvernement, sera le plus grand complexe de fabrication de semi-conducteurs au monde et créera des millions d'emplois. "Comme vous le savez tous, les semi-conducteurs font l'objet d'une guerre totale entre pays", a déclaré Yoon Suk Yeol. "La victoire ou la défaite ira à celui qui fabriquera le premier les semi-conducteurs de pointe dotés d'une grande capacité de traitement des données."

"L'Etat doit soutenir (le secteur des) semi-conducteurs afin qu'il ne soient pas à la traîne par rapport à leurs concurrents", a-t-il ajouté. Le paquet de soutien annoncé comprend notamment un "nouveau programme de soutien financier aux semi-conducteurs d'une valeur de 17.000 milliards de won" (11,5 milliards d'euros), géré par la Banque coréenne de développement, afin de permettre aux entreprises de réaliser de nouveaux investissements cruciaux, comme une extension de leurs usines ou des lignes de production. Les semi-conducteurs sont le principal poste d'exportation de la Corée du Sud et ont atteint 11,7 milliards de dollars (10,8 milliards d'euros) en mars, leur niveau le plus élevé depuis près de deux ans, soit un cinquième des exportations totales de la Corée du Sud, selon les chiffres du ministère du Commerce.

CHINE

Pékin dénonce la «coercition économique» des Etats-Unis

Les autorités chinoises ont annoncé des sanctions contre 12 entreprises américaines, évoquant les sanctions américaines contre des entreprises chinoises et les armes vendues à Taïwan. Les autorités chinoises ont annoncé des sanctions contre 12 entreprises américaines, en réplique à la "coercition économique" de Washington visant des sociétés chinoises et à la vente d'armes à Taïwan. Parmi ces entreprises se trouvent Lockheed Martin et Raytheon, tandis que dix cadres supérieurs sont également ciblés.

"Depuis un certain temps, les États-Unis [...] imposent sans discernement des sanctions illégales et unilatérales contre des sociétés chinoises prétendument liées à la Russie", souligne dans un communiqué le ministère des Affaires étrangères. Dénonçant "une intimidation unilatérale et une coercition économique portant gravement atteinte aux droits et aux intérêts légitimes et légaux des entreprises, institutions et individus chinois", le ministère annonce des "contre-mesures". Il cite aussi comme motif le fait que "pendant ce temps,

les États-Unis continuent de vendre des armes à Taïwan", dont Pékin revendique la souveraineté. Ces ventes "enfreignent sérieusement le principe d'une seule Chine (...) et constituent une grave ingérence dans les affaires intérieures de la Chine, affectant fortement sa souveraineté et son intégrité territoriale", fustige le ministère. Si Washington reconnaît Pékin au détriment de Taipei depuis 1979, le Congrès américain impose parallèlement de fournir des armes à Taïwan, dans le but affiché de dissuader la Chine de toute volonté expan-

sionniste. Lundi, la Chine avait déjà dévoilé des sanctions contre trois entreprises américaines vendant des armes à Taïwan, le jour-même où était investi le président taïwanais Lai Ching-te. Les sociétés General Atomic-Aeronautical Systems, General Dynamics Land Systems et Boeing Defense, Space & Security avaient ainsi été placées sur la liste des "entités non fiables" du gouvernement chinois, ce qui leur interdit "toute activité d'import-export liée à la Chine".

AUSTRALIE Cambera repousse la fermeture de sa plus grande centrale électrique au charbon

L'Australie a annoncé jeudi repousser la fermeture de sa plus grande centrale électrique au charbon, expliquant qu'elle avait encore besoin de cette installation très polluante pendant qu'elle s'efforce d'augmenter les énergies renouvelables. L'imposante centrale électrique d'Eraring, dans l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud, devait fermer en 2025, mais le gouvernement de l'Etat lui a accordé une bouée de sauvetage de deux ans, dans un contexte de pénurie d'énergie imminente. Le Premier ministre de l'Etat, Chris Minns, a déclaré que ce sursis permettrait de garantir la fiabilité de l'énergie et de l'électricité "pendant que nous assurons la transition de la main-d'oeuvre et de l'économie vers une consommation nette zéro". Près de 3% des émissions totales de gaz à effet de serre du pays L'Australian Conservation Foundation a qualifié la centrale d'Eraring de "tas de ferraille à charbon" qui rejetait près de 3% des émissions totales de gaz à effet de serre du pays. "Les étés en Nouvelle-Galles du Sud sont désormais caractérisés par des inondations sans précédent, des vagues de chaleur ou des incendies meurtriers, et ces conditions météorologiques extrêmes sont exacerbées par l'allongement de la durée de vie des combustibles fossiles comme le charbon", a fustigé la fondation dans un communiqué. Environ 70% de l'électricité fournie par la Nouvelle-Galles du Sud provient de quatre centrales à charbon vieillissantes, qui devraient toutes prendre leur retraite dans les 10 à 15 prochaines années. Comme de nombreux pays, l'Australie tente de concilier sa longue dépendance à l'égard des combustibles fossiles et ses ambitions audacieuses en matière d'énergies renouvelables.

COMMISSION EUROPÉENNE

L'inflation poursuit sa baisse dans l'UE

Selon la Commission européenne, des données plus favorables que prévu signifient que l'inflation diminuera de plus de moitié cette année, malgré une augmentation des prix des principaux produits de base comme que le pétrole brut. Les prévisions publiées montrent un regain d'optimisme quant à l'état de l'économie, alors que les électeurs, préoccupés par la hausse des prix, doivent se rendre aux urnes début juin, pour les élections européennes.

"Nous avons franchi un cap après une année 2023 très difficile", a déclaré le commissaire européen à l'Économie, Paolo Gentiloni, dans un communiqué. Il prédit une croissance de 1 % dans l'ensemble de la zone UE cette année, mais il ajoute qu'avec "deux guerres qui continuent de faire rage non loin de chez nous, les risques de dégradation ont augmenté". La lutte contre la hausse des prix est considérée comme principale problématique à l'approche des élections européennes. Se-

lon un sondage exclusif publié par Euro-news en mars, plus de deux tiers des Européens estiment qu'il s'agit d'une priorité. La Commission prévoit que l'inflation dans l'UE tombera à 2,7 % cette année, après avoir atteint près de 10 %, à la suite de l'impact causé sur l'économie par la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine. La résolution de ces problèmes a conduit la Banque centrale européenne, qui est censée maintenir l'inflation à 2 % dans la

zone euro, à relever ses taux d'intérêt dans des proportions record. En avril, son conseil des gouverneurs a déclaré que sa politique resterait restrictive "aussi longtemps que nécessaire". Le prix de l'énergie continue d'augmenter, mais l'apaisement des marchés de l'alimentation et d'autres produits atténue les pressions inflationnistes, a fait savoir la Commission, ajoutant que l'économie de l'UE a créé deux millions d'emplois l'année dernière.

BONNE NOUVELLE, ELLE EST À VENDRE

Voici la Porsche parfaite !

Certes, elle n'a pas d'aileron sur le dos ni de turbo sous le capot pourtant cette Porsche 911 GT3 Touring de 2022 coche toutes les cases. A-tel point qu'elle risque d'avantage d'attirer les spéculateurs que les passionnés.

Une Porsche 911 est déjà un bel objet en soi, mais l'exemplaire que vous avez sous les yeux coche toutes les cases. La rareté, l'exclusivité et surtout ce modèle d'occasion sortie d'usine en 2022 n'a à ce jour parcouru que 1 582 miles soit l'équivalent de 2 531 km. Evidemment, il y a un petit bémol, un prix de vente un tantinet élevé : 299 900 \$ soit 277 200 €. Mais elle pourrait s'avérer être un très bon investissement. Pour preuve, le propriétaire l'a acquise pour 228 230 € (210 961 €) soit en 2 ans une belle plus value de 24%. A moins de prendre de gros risques sur les marchés financiers, peu de placement sont aussi rentables. Même les soi-disant lucratives crypto-monnaies ne peuvent en dire autant avec, au mieux, un rendement de 14 %.

Une peinture au prix d'une Dacia Sandero neuve

Mais laissons ici l'univers de la finance pour revenir à celui de la passion automobile. Cette Porsche 911 GT3 Touring soigne sa mise en forme. Animée par un moteur atmosphérique à six cylindres à plat cubant 4 litres, ce bloc délivre une puissance de 510 ch pour une valeur de couple de 469 Nm. La cavalerie passe au sol sur le train arrière via une boîte de vitesses manuelle à six rapports. Outre le plaisir de conduite et la promesse de sensations à son volant, ce qui fait le sel de ce bolide c'est tout d'abord sa peinture Amethyst Metallic. Une nuance de violet profond qui n'est certes pas nouvelle dans le nuancier Porsche mais que l'on voit rarement appliquée



sur une 911 GT3 Touring. A elle seule, elle a coûté 12 830 € (11 860 €) au premier propriétaire. A titre indicatif, aujourd'hui une Dacia Sandero neuve débute à 11 990 €, à l'époque où cette Porsche est sortie de concession, la citadine Roumaine débutait à 10 990 €.

Plus de 62 000 € d'options !

La liste des options comprend également des freins en carbone céramique pincés par des étriers brillants, des jantes peintes en Néodyme satiné, un système de levage de l'essieu avant pour ne pas laisser choir votre bouclier avant au passage des ralentisseurs, un habillage en fibre de carbone mate dans l'habitacle, des phares matriciels à LED noirs, un système hi-fi haut de gamme signé Bose ou encore des sièges sport adaptatifs plus réglables en 18 directions. Un ensemble de friandises esthé-



tiques et technologiques qui au cumul valent près de 29 000 \$. Et l'on vous passe le détail de toutes les options de l'exemplaire que vous avez sous les

yeux, il y en a au total pour plus de 62 000 €. En effet, le prix de base d'une Porsche 911 GT3 Touring était en 2022 de 161 100 \$.

AN IMPROBABLE FUTURE

Quand l'intelligence artificielle crée des voitures

Si elles n'ont rien de réel, elles n'en sont pas moins très appétissantes, ces voitures fantaisistes conçues par l'IA. Le "créateur" propose un cours en ligne pour ceux qui veulent aussi s'y mettre. Il s'agit de designs particulièrement fascinants trouvés sur la page Instagram d'An Improbable Future (littéralement : un futur improbable), derrière laquelle se cache un designer américain qui utilise l'application d'IA Midjourney comme bras droit créatif. Le résultat est ingénieux, souvent époustoufflant, parfois dystopique et à l'occasion complètement déjanté. Le designer en question, qui souhaite rester anonyme, a manifestement un penchant pour une esthétique brute à la Mad Max.

Un cursus à 99 \$

Pour 99 dollars, vous pouvez suivre une série de dix leçons, des premiers pas à la génération avancée d'images. L'accent est mis sur la formulation des bonnes commandes, appelées "invites", afin de fournir au programme de dessin à intelligence artificielle la direction la plus claire possible. Ce faisant, la page Instagram sert en quelque sorte de portfolio, de boîte à idées remplie d'objets imaginés. L'IA connaît également une ascension fulgurante dans le monde de la création, qui utilise ses possibilités apparemment illimitées comme aide au brainstorming.



Apple a bien créé le Tetris de l'iPod... mais il n'a jamais été commercialisé

La célèbre marque à la pomme avait bien développé un clone de Tetris, spécialement conçu pour l'iPod, mais celui-ci n'a jamais vu le jour. Voici un petit bout de l'histoire méconnue de Stacker.

L'iPod a littéralement révolutionné notre façon d'écouter de la musique lorsqu'il est sorti en 2001. Un design élégant, très compact, une interface intuitive et une qualité sonore bien supérieure à celle des lecteurs de l'époque, le petit baladeur numérique avait tout pour plaire. Il a ensuite évolué en de nombreuses versions différentes, toujours plus évoluées et puissantes. Sa carrière aura duré plus de 20 ans, puisque Apple a décidé de mettre fin à sa production en 2022. Ce petit appareil recèle encore des secrets, puisqu'on a découvert un jeu baptisé Stacker, une copie conforme et non commercialisée de Tetris, sur un prototype de la troisième génération de l'iPod.

Un prototype simple et efficace

C'est grâce à AppleDemoYT, un utilisateur passionné par les prototypes Apple, que l'existence de Stacker a été révélée. Ce jeu, jusqu'alors inconnu du grand public, a été découvert sur un iPod de préproduction utilisé uniquement pour des tests de conception (DVT). Ce prototype fonctionnait sous une version expérimentale d'iPodOS 2.0. Le gameplay du jeu était strictement semblable à Tetris : empiler des cubes en les déplaçant latéralement à l'aide de la molette de défilement de l'iPod et en les faisant descendre grâce au bouton central. En plus de cela, le prototype renfermait d'autres jeux, Stacker n'était pas seul ! Il



comportait également Block0 (probablement une version précoce de Brick) et Klondike (une version elle aussi précoce du Solitaire).

Un projet avorté

Stacker avait certainement du potentiel, mais jamais il n'a été commercialisé. Tony Fadell, ancien vice-président d'Apple, a expliqué à AppleDemoYT que les jeux n'étaient aucunement prévus pour figurer dans les premières versions de l'iPod. En effet, ce seront les itérations ultérieures du baladeur qui intégreront officiellement des jeux comme Solitaire

et Brick. Il aura fallu attendre septembre 2006 et la sortie de l'iPod Classic pour que des titres très populaires soient implémentés par Apple. On pense notamment au classico-classique Pac-Man, à Cubis 2, Mini Golf, Mahjong, Zuma ou encore Bejeweld. Des ajouts qui témoignaient déjà qu'Apple avait flairé le potentiel du jeu mobile sur ses appareils, bien avant l'apparition de l'App Store. Stacker, ce jeu passé aux oubliettes, nous rappelle bien une chose : derrière chaque produit commercialisé se cache une multitude d'idées, de concepts et de prototypes qui n'ont jamais vu le jour.

CORRIGÉE DEPUIS 3 ANS, Une faille dans Apache Flink toujours exploitée

Une vulnérabilité liée à un contrôle d'accès défaillant Apache Flink, pourtant corrigée en janvier 2021, fait l'objet d'une exploitation active. Une alerte a été émise par l'agence de cybersécurité américaine. Flink, le framework open source de traitement des jobs par flux et lots maintenu par la fondation Apache est frappée par un exploit de faille. Cette dernière n'est pas récente, référencée en tant que CVE-2020-17519, et avait fait l'objet à l'époque d'un correctif. Manifestement tout le monde n'est pas au courant - ou n'a pas pris le temps de le mettre à jour - car l'agence de cybersécurité américaine a émis un bulletin d'alerte pour prévenir que des acteurs malveillants sont en train d'en tirer parti. "La CISA a ajouté une nouvelle vulnérabilité à son catalogue de vulnérabilités connues et exploitées, sur la base de preuves d'exploitation active", indique l'agence. Cette faille concerne une corruption de contrôle d'accès donnant la possibilité à des pirates d'accéder à des données sensibles. "Une modification introduite dans Apache Flink 1.11.0 (et publiée dans les versions 1.11.1 et 1.11.2 également) permet aux attaquants de lire n'importe quel fichier sur le système de fichiers local du JobManager via l'interface REST du processus JobManager", explique le NIST. Le problème avait alors été résolu avec les versions 1.11.3 et 1.12.0, et le code d'exploit publié par des chercheurs pour que les entreprises puissent l'analyser en profondeur. En mai 2024, des agences fédérales et d'autres entreprises utilisent cependant toujours une version vulnérable. La CISA recommande vivement à toutes les sociétés de réduire leur exposition aux cyberattaques en accordant la priorité à la correction des vulnérabilités dans le cadre de leur pratique de patch management. Reste à savoir si le message sera reçu 5 sur 5.

Brèves

L'UE tacle la précision d'OpenAI

Le CEPD (comité européen de la protection des données) regroupant les Cnil européennes estime que ChatGPT manque de précision. « Les efforts d'OpenAI pour produire moins de données factuelles erronées à partir de son chatbot ChatGPT ne sont pas suffisants pour garantir une conformité totale avec les règles de l'Union européenne en matière de donnée » indique un rapport. La start-up fait par ailleurs l'objet de plusieurs

procédures en Europe (France, Italie,...).

Canva lance un version entreprise

La plateforme de design graphique s'adapte aux exigences des entreprises en intégrant des fonctionnalités spécifiques comme la sécurité avec le SSO (authentification unique). Elle comprend des outils de gestion de groupes d'utilisateurs plus importants pour les équipes IT. Cette version apporte également une

gestion centralisée et un support dédié. En matière de tarification, Canva Enterprise commence à 300 \$ HT par poste et par an, mais des remises négociées en fonction du volume sont disponibles.

iFixit cesse sa collaboration avec Samsung

Le célèbre site désosant les mobiles en tous genres pour attribuer des notes de réparabilité (mais aussi fournir des conseils en réparation pour

les utilisateurs et vendre des kits de réparation) a rompu ses liens avec le fabricant coréen. A partir de juin, il ne distribuera plus de pièces et d'outils tiers et ne collaborera plus avec le fournisseur pour développer de nouveaux manuels. "Il y a deux ans, nous avons lancé le Samsung Repair Hub dans le but de créer un écosystème incroyable et propice à la réparation", indique iFixit. "Nous voulions établir la norme en matière de documentation sur les réparations et donner aux entreprises de réparation indépendantes locales les outils

et les pièces dont elles avaient besoin pour prospérer, tout en assurant le fonctionnement des appareils Galaxy". Un pari finalement pas tenu : "Le prix des pièces était si élevé que de nombreux consommateurs ont préféré remplacer leur terminaux plutôt que de le réparer. De plus, la conception des appareils Galaxy de Samsung restait frustrante, car ils étaient collés les uns aux autres, ce qui nous obligeait à vendre des batteries et des écrans en paquets pré-collés, ce qui augmentait les coûts", déplore la société.

Mots fléchés

Chef gaulois		Bloc de bois		Huche		Une branche des mathématiques		Baie asiatique		Lent tintement		Une capitale européenne	
Authentiques				Personnel				Succédané				Fléuve du bassin aquitain	
										Conte court			
										Néon			
Élèves		Règle				Fruit							
						Commune girondine (La)							
										Père de Jason			
										Coiffure haute			
Harmonie		Victoire de Napoléon		Maison de Dieu	Cabriole					Dieu de l'amour	Unique		
					Plante herbacée						Note de musique		
											Lapidaire		
Gaïa			Miner		Petit reptile							À gauche pour le charretier	Pour suspendre la viande
Ruelle													
							Expectative	Rigide					
Épuisé					Perroquets	Ajustais							
Jeu d'Extrême-Orient													
		Risquant						Prénom féminin	Sélénium	Bastide			
		État américain											
Flâner												Points cardinaux opposés (initiales)	
Astique						Pressa							
				Enceinte sablée									
				Longue écharpe						À nous			
Vin blanc liquoreux ou vinaigre						Suite d'étoiles			Retire				Particule
Père de Zeus	Volées de coups		Bateaux		Amérindien				Petit chapeau	Opposé à oc		Pour des dessins industriels	
						Dieu égyptien de la terre		Claudique					
								Constituée					
Rectal					Raconta		S'abreuver						Marchât
Le contraire de oil							Morceau de lapin						
		Honorable										Étai	
		Exister											
Pluriel de Leu				Détruit					Mère de l'humanité	Vaisseau	Chlore		
Malaxer													
						Biannuel							
						Erbium							
Longue période				Rehaussé							Note de musique		
Rongés													
				Surface agraire				Conséquence					

L'Italie annonce reprendre son financement de l'UNRWA

Le chef de la diplomatie italienne Antonio Tajani a annoncé samedi la reprise des financements en faveur de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA) après un entretien avec le Premier ministre palestinien Mohammad Mustapha à Rome. "J'ai informé M. Mustapha que le gouvernement a prévu de nouveaux financements en faveur de la population palestinienne d'un montant global de 35 millions d'euros (...) dont cinq seront alloués à l'UNRWA", a dit M. Tajani, selon un communiqué. Les 30 autres millions d'euros sont destinés à l'initiative "Food for Ghaza" lancée par l'Italie en collaboration avec des agences onusiennes, précise le communiqué. L'UNRWA, qui coordonne l'aide à Ghaza, fait face à des difficultés financières et des blocages de l'entité sioniste qui a accusé (sans fournir de preuves selon un rapport du comité d'évaluation de l'ONU) une douzaine de ses 13.000 employés à Ghaza d'avoir participé à l'opération "Déluge d'al-Aqsa", le 7 octobre 2023.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 26 mai 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ETATS-UNIS

Chute de la confiance des consommateurs en mai

La confiance des consommateurs s'est dégradée en mai aux Etats-Unis, tombant au plus bas depuis novembre, en raison d'inquiétudes concernant le marché de l'emploi et des taux d'intérêts. L'indice est tombé à 69,1 points, contre 77,2 points en avril, a annoncé vendredi l'Université du Michigan, publiant son estimation finale. Les analystes anticipaient une dégradation plus forte encore, à 67,6 points, selon le consensus de Market Watch. Les consommateurs américains se sont notamment montrés pessimistes quant à la conjoncture économique pour l'année à venir. Ils ont "exprimé une inquiétude particulière concernant le marché du travail", car "ils s'attendent à une hausse du taux de chômage et à un ralentissement de la croissance des revenus", a commenté la responsable de l'enquête, Joanne Hsu, citée dans le communiqué. "La perspective de taux d'intérêt toujours élevés a également pesé sur l'opinion des consommateurs", a-t-elle souligné, évoquant "un risque de baisse des dépenses de consommation".

AFRIQUE

Les arrivées de touristes internationaux en hausse de 13%

Sur les 3 premiers mois de l'année en cours, l'Afrique du Nord a enregistré les meilleures performances à l'échelle continentale, avec 23% d'arrivées touristiques internationales de plus qu'avant la crise sanitaire (Covid-19). Durant le 1er trimestre 2024, les arrivées de touristes internationaux en Afrique ont augmenté de 13% par rapport à la même période en 2023, et de 5% comparativement aux 3 premiers mois de 2019. Elles ont ainsi dépassé leur niveau d'avant la pandémie de Covid-19, selon des données publiées le 21 mai par l'Organisation mondiale du tourisme.

Au niveau sous-régional, c'est l'Afrique du Nord qui enregistre les meilleures performances sur la période sous revue, avec 23% d'arrivées internationales de plus qu'avant la crise sanitaire, tandis que l'Afrique subsaharienne a atteint 95% de son niveau pré-pandémie, précise la même source. Les plus fortes progressions d'arrivées touristiques internationales par rapport au 1er trimestre 2019 ont été enregistrées en Tanzanie (+53%), au Maroc (+32%) et en Algérie (+17%). Au plan mondial, ces arrivées ont atteint 97% du niveau d'avant la pandémie. Plus de 285 millions de touristes ont voyagé à l'étranger de janvier à mars, soit environ 20% de plus qu'au 1er trimestre 2023. Le secteur semble ainsi s'être presque entièrement remis des effets de la pandémie. Les projections de l'OMT pour l'ensemble de l'année 2024 laissent présager une reprise complète du tourisme international, avec une augmentation des arrivées de 2% par rapport au niveau de 2019, grâce notamment à une forte demande, au développement des liaisons aériennes et à la poursuite du redressement de la Chine et d'autres grands marchés asiatiques.

EN VUE DE POURSUIVRE L'ENTITÉ SIONISTE POUR SES CRIMES CONTRE LE PEUPLE PALESTINIEN

Boughali appelle à explorer tous les mécanismes pratiques

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), et président en exercice de l'Union interparlementaire arabe (UIPA), M. Brahim Boughali, a appelé, samedi à Alger, à explorer tous les mécanismes et voies à même de traduire en justice l'entité sioniste pour ses crimes perpétrés contre le peuple palestinien, notamment dans la bande de Ghaza. Dans son allocution d'ouverture des travaux de la 34e session du Comité exécutif de l'UIPA au Centre internationale de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal, M. Boughali a mis l'accent sur les développements extrêmement graves survenant aux niveaux régional et international, ayant de profondes répercussions sur la région arabe, notamment "la situation en Palestine où le peuple palestinien subit un nettoyage ethnique et des crimes abjects perpétrés par l'occupant sioniste", rappelant qu'il s'agissait "d'un prolongement du projet colonial visant à liquider la cause palestinienne et à déstabiliser la région pour la basculer dans la violence et le chaos". "Notre responsabilité, en tant que représentants des peuples arabes dans cet espace parlementaire arabe commun, est, ainsi, grande et lourde et notre devoir consiste à œuvrer, avec dévouement, à conforter la place de l'UIPA ainsi que son rôle en vue de répondre aux exigences de la conjoncture mais aussi aux ambitions des peuples arabes", a-t-il soutenu. Affirmant que la situation à Ghaza et dans les territoires palestiniens occupés sera à l'ordre du jour de la 36e Conférence de l'UIPA, dont les tra-

vaux débiteront dimanche à Alger, M. Boughali a appelé à la nécessité de "proposer des initiatives constructives et palpables, à l'effet de renforcer l'action parlementaire arabe commune, notamment au niveau de l'Union interparlementaire (UIP) et d'examiner tous les mécanismes, voies et moyens nous permettant de traduire en justice l'occupant sioniste pour ses crimes". "Il est grand temps pour notre Nation arabe de retrouver sa présence forte et active sur la scène internationale, et nous avons, tous, vu ce qui a été réalisé au niveau de l'Assemblée générale (AG) des Nations Unies (ONU), à travers sa résolution historique sur l'admission de la Palestine comme Etat membre de plein droit, grâce à l'unité des voix", a-t-il ajouté.

ORDONNANCE DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE CONCERNANT RAFAH

L'Algérie prend acte avec satisfaction

L'Algérie a pris acte avec satisfaction de l'ordonnance de la Cour internationale de justice enjoignant à l'entité sioniste de mettre fin à son agression à Rafah, dans la bande de Ghaza, indique samedi un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. "L'Algérie a pris acte avec satisfaction de l'ordonnance de la Cour Internationale de Justice enjoignant à l'occupant israélien

l'arrêt immédiat de l'agression perpétrée contre Rafah", souligne le ministère. Il précise que "cette ordonnance intervient dans le sillage de la décision émise par la même juridiction internationale dans le cadre de l'examen de la plainte de l'Afrique du Sud sur le génocide en cours à Ghaza et de la décision du Procureur Général de la Cour Pénale Internationale ouvrant la procédure de l'émission de mandats d'arrêt internatio-

naux contre les principaux auteurs de l'agression israélienne contre Ghaza". "L'ensemble de ces développements récents convergent pour marquer le début de la fin de l'ère de l'impunité dont l'occupation israélienne a longtemps bénéficié pour faire endurer au peuple palestinien les affres de l'occupation, de la colonisation, de la discrimination et de la négation de ses droits nationaux inaliénables et imprescriptibles", poursuit le

communiqué. Par ailleurs, "l'Algérie demande instamment au Conseil de Sécurité de donner suite à l'ordonnance de la Cour Internationale de Justice en lui conférant un caractère exécutoire qui mettrait fin aux crimes de toutes sortes que l'occupation israélienne fait subir à la population de Ghaza et de Rafah en particulier", conclut le communiqué.

Le G7 «envisage» des mesures face à la surproduction chinoise

Les ministres des Finances du G7 ont également exprimé leurs «préoccupations» sur les pratiques commerciales de la Chine, lors d'un sommet ce samedi. Le G7 «envisage de prendre des mesures» face aux «surcapacités» de production de la Chine, qui inonde les marchés occidentaux de produits subventionnés à bas prix, ont annoncé les ministres des Finances réunis à Stresa en Italie ce samedi 25 mai. Ils ont également exprimé leurs «préoccupations» sur «l'utilisation généralisée par la Chine de politiques et de pratiques hors marché», qui «portent atteinte à nos travailleurs, à nos industries et à notre résilience économique». La secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen avait appelé jeudi le G7 à constituer «un front clair et uni» face aux «surcapacités industrielles» de la Chine, qui génèrent des «déséquilibres macroéconomiques», appelant des «réponses» des pays affectés. Le ministre français de

l'Économie Bruno Le Maire avait lui aussi exhorté vendredi le G7 à «présenter un front uni pour protéger ses intérêts industriels» face à la Chine, appelant toutefois à éviter «une guerre commerciale». Les ministres des Finances du G7 comptent «continuer à surveiller les effets négatifs potentiels des surcapacités» de la Chine et envisagent de «prendre des mesures pour des conditions de concurrence équitables, conformément aux principes de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)». Les pays occidentaux s'inquiètent du risque que les subventions massives injectées par le gouvernement chinois dans les technologies, énergies vertes, véhicules électriques ou encore batteries, n'entraînent dans le monde un raz-de-marée de produits à bas coûts qui mettraient en péril les concurrents étrangers dans ces secteurs. Washington a annoncé à la mi-mai une augmentation marquée des droits de douane appliqués à l'équivalent de 18

milliards de dollars de produits chinois, notamment les véhicules électriques et batteries pour ces véhicules, comme sur les métaux critiques, dont la Chine abreuve la planète. La Commission européenne, qui participe aux sommets du G7 aux côtés notamment de la France, de l'Allemagne et de l'Italie, a quant à elle engagé un bras de fer avec la Chine, qu'elle accuse de fausser le marché européen en l'inondant de produits à bas prix. Après l'automobile, le ferroviaire et les panneaux solaires, Bruxelles a ouvert en avril une enquête pour pratique déloyale visant les fabricants d'éoliennes subventionnés par Pékin, qui pourrait aboutir à des sanctions douanières. Le ministre chinois du Commerce Wang Wentao a accusé dans la foulée la Commission européenne de «mener des opérations protectionnistes» au détriment de sa «politique verte» en lançant des enquêtes sur les subventions de la Chine.

Agence